



urb*al



EUROPEAID
OFICINA DE COOPERACIÓN

DOCUMENTO BASE
SEGURIDAD CIUDADANA EN LA CIUDAD
RED -14
PROGRAMA URB-AL DE LA COMISIÓN EUROPEA

2 0 0 3

Seguridad Ciudadana en la Ciudad

■ **BASED DOCUMENT**
NETWORK 14
PUBLIC SAFETY IN THE CITY
URB-AL PROGRAM
THE EUROPEAN COMMISSION

■ **DOCUMENTO BASE**
REDE 14
SEGURIDADE CIDADÁ NA CIDADE
PROGRAMA URB-AL
DA COMISSÃO EUROPEA

■ **DOCUMENT BASE**
RESÉAU 14
SÉCURITÉ CIVILE DANS LA VILLE
PROGRAMME URB-AL DE LA COMMISSION EUROPÉENNE

VALPARAÍSO, CHILE
OCTUBRE DE 2003

INDEX

1. PRESENTATION	5
1.1 Valparaíso, notre développement	5
1.2 Valparaíso et la sécurité civile, ses stratégies et accomplissements	6
1.3 Réseau 14	8
1.4 Structure du document base	10
2. ¿AUTOUR DE QUELS FACTEURS SOCIAUX A ÉTÉ CONSTRUITE LA DIMENSION DE SECURITÉ CIVILE DANS LA POPULATION DE NOS VILLES?	11
2.1 L'administration locale et la sécurité civile	12
2.2 ¿Quels phénomènes sociales forment les problématiques qui déterminent le développement des villes peu sûrs, menacées et vulnérables?	14
2.2.1 Vision et action segmentée dans le territoire.	14
2.2.2 La privatisation de la ville	15
2.2.3 La ségrégation urbaine	16
2.2.4 Individualisme et violence: méfiance de l'autre	19
2.2.5 Insécurité et peur	21
2.2.6 Méfiance dans les institutions de l'État	21
2.2.7 Méfiance dans les policiers	22
3. QU' ARRIVE Á L'INTÉRIEUR DES VILLES EN AMÉRIQUE LATINE ET EUROPE	24
3.1 Caractérisation générale de l'évolution du crime en Amérique Latine et l'Europe	24
3.1.1 Des conduites delictuales	26
3.1.2 Autres violences	27
3.1.3 Comme conclusión	30

4. L'EUROPE DANS LA MISE EN OEUVRE DE STRATÉGIES POUR AUGMENTER LA SÉCURITÉ DE SA POPULATION	30
4.1 Réponse européenne, le travail local et interdisciplinaire	30
4.2 Prévention du crime en Europe	33
4.2.1 La conception de politiques dans l'Union Européenne	33
4.2.2 Objectifs et priorités de la prévention du crime pour l'Union Européenne	34
4.2.3 Exemples de projets locaux européens sur les dispositifs coopératifs ou contractuels de lutte contre l'exclusion sociale et l'insécurité	36
5. L'AMÉRIQUE LATINE, APRÈS LA RECHERCHE DES STRATÉGIES POUR AUGMENTER LA SÉCURITÉ DE SA POPULATION	48
5.1 Politiques pour produire une plus grande sécurité des citoyens	49
5.1.1 Analyses conventionnelles	49
5.1.2 Analyses plus intégrées	49
5.1.3 Critères Transversaux	50
5.2 Génération de réseaux pour le renforcement de la sécurité des citoyens	52
5.3 Exemples de projets locaux en Amérique sur dispositifs coopératifs ou contractuels de lutte contre la exclusion sociale et la insécurité.	52
6. LIGNES STRATÉGIQUES DE DÉBAT	60
6.1 Atelier N° 1: Sécurité des citoyens, politiques publiques et configuration urbaine	62
6.2 Atelier N° 2: Sécurité des citoyens dans le cadre privé	64
6.3 Atelier N°3: Instruments et domaines d'activité en sécurité des citoyens	65
6.4 Atelier N° 4: Sécurité des citoyens et société civile	65
7. BIBLIOGRAPHIE CONSULTÉE	65

PROGRAMME URBAL

RÉSEAU 14 SECURITÉ CIVILE DANS LA VILLE

1.PRESENTATIÓN

1.1 VALPARAÍSO, NOTRE DEVELOPPMENT

La ville de Valparaiso est placée dans le littoral central du territoire Continental chilien, est placée dans la Région homonime du Chili, possède environ 295.000 habitants. C'est une des villes plus grandes et antiques du pays.

Valparaiso est sans doute une ville spéciale, tant pour son aspect de développement topographique, physique et urbain, comme pour son histoire et ses traditions. De son origine la ville a été défini dans le complément de deux facteurs qui à travers le temps déterminaient son profil. Ceux-ci étaient, son caractère urbain et l'activité de port, que depuis sa naissance ont été construits autour de la dualité d'être ensemble la ville - le port, lui a donné un développement particulier à la commune, lui accordant sa réputation de ville bohème et cosmopolite.

Cette ville a été historiquement la place stratégique où sont né les plus grandes innovations que présentent nos sociétés latino-américaines dans son processus de modernisation.

Dans Valparaiso, son histoire enregistre les multiples événements qui confirment sa nature d'innovateur et de recherche. Valparaiso comme le premier port du Chili et de l'Océan Pacifique, le premier dans ayant de navigation à vapeur, pionnier dans tramways à cheval et électriques, le premier ayant de télégraphes, les réseaux de téléphones, les réseaux d'eau potable, la Presse, la création du journal Ël Mercurio, les premières transmissions de télévision du pays, etc

Malgré ces grands accomplissements, le processus intensif d'urbanisation, avec ses migrations respectives, avec l'ouverture du Canal du Panama et la modernisation du port ont graduellement produit les problèmes sociaux qui constituent aujourd'hui le centre d'attention du gouvernement communal :comme la pauvreté,

le chômage, la violence et le manqué d'occasions dans notre population locale.

Aujourd'hui Valparaiso arrive à former partie de la Liste du Monde du Patrimoine.

Valparaiso est un témoignage exceptionnel de la première phase de globalisation d'avant-poste du siècle XIX, quand en plus il a été converti dans le port commercial leader des itinéraires de chargement de la côte du Pacifique de l'Amérique du Sud.

1.2.-VALPARAISO ET LA SÉCURITÉ CIVILE, SES STRATÉGIES ET ACCOMPLISSEMENTS

En 1995, la Municipalité de Valparaiso a incorporé dans son Plan de Développement Commun, explicitement, des buts stratégiques qu'ils postulent pour améliorer les niveaux de sécurité civile. Les principales buts stratégiques pour améliorer la sécurité civile dans Valparaiso ont été les suivants :

- Appui aux processus institutionnels et sociaux qui renforcent les relations de confiance parmi les polices et la communauté.
- Stimulation aux projets et les actions qui renforcent les relations solidaires entre des voisins .
- Promotion de l'autogestion de voisinages dans de projets et actions de rétablissement d'espaces publics.
- Création de participation civile pour la définition de projets et des actions sociales qui améliorent la sécurité dans les voisinages. Une politique de sécurité civile n'acquiert pas la caractéristique de démocratique pour le simple fait de se produire, d'une autorité démocratique; s'approcher du secteur des craintes et des insécurités des personnes a besoin d'un joint avec la citoyenneté.
- Compréhension dont la sécurité civile ne se limite pas de l'action et l'évolution de la délinquance, mais cela implique un jeu complexe de dimensions qui demande les processus systematiques de production de connaissance; la pensée que certaines de telles dimensions sont placées hors de la visibilité civile, comme par exemple : la violence intrafamilial.

- La Validation d'une politique de sécurité civile qui exige des efforts simultanés et multiples à être constitué dans une intervention de production d'impacts : aux aspects déjà signalés, c'est nécessaire de ajouter le joint intersectoriel nécessaire des politiques et des programmes gouvernementaux; aussi bien que la conciliation entre acteurs publics, non gouvernementaux et sociaux.
- L'Incorporation du sujet de la sécurité civile dans le contenu des activités de formation adressés aux employés municipaux et aux leaders d'organisations sociales.
- Évaluation des échanges d'expériences avec d'autres villes.
- Finalement, la définition d'une politique conçu pour le ensemble de la citoyenneté, considérant particulièrement comme un des buts , le fait de surmonter de n'importe quelle attitude discriminatoire ou violente que quelque secteur doit promouvoir contre d'autre au nom de la sécurité.

Comme l'expression de la chose précédente, de l'année 2001 jusqu'à l'année 2005, la Municipalité de Valparaiso exécute, avec l'appui du Ministère de l'Intérieur, un Programme de Sécurité Civile qui a fixé dans la construction social ou communautaire de la sécurité civile. Le Programme de Sécurité Civile de Valparaiso, cela comprend des critères exposés dans le point précédent et, en plus, cela assume les considérations suivantes :

Première: les secteurs de l'insécurité civile qui se doivent faire face localement, doivent être une expression des processus efficaces de participation de la propre citoyenneté..

Deuxième: l'insécurité de la citoyenneté n'est pas rapprochée seulement de la présence de crimes et sa diminution demande des lignes programmatiques spécifiques.

Troisième: l'asociativité de la citoyenneté est estimé significativement et s'améliore la transversalité du sujet de sécurité civile.

Quatrième: on doit produire de nouvelles et meilleures pratiques orientées à la résolution pacifique de conflits parmi les habitants, aussi bien qu'entre les habitants et les institutions.

Pour assumer la direction du Programme, la Municipalité de Valparaiso a constitué un Conseil Communal de Sécurité Civile. Le Conseil mentionné ci-dessus de sécurité Civile a été défini comme un espace de réunion et le joint des acteurs différents impliqués dans le sujet; de nos jours les représentants participent de : les polices, les organisations locales, chambres de commerce, les universités, les organisations juvéniles, les organisations d'étudiants, les clubs sportifs, ONG'S et de la Municipalité.

Le Programme contemple trois étapes: la production de diagnostics participatives, la définition d'un Plan Communal et l'administration d'un Fond de Projets Concursables.

D'une part, pour la production du Diagnostic et du Plan Communal a été favorisée la méthodologie participative, opérée au moyen des appels systematiques aux organisations territoriales et fonctionnelles de la ville, avec lesquelles les ateliers d'autodiagnostic se sont développés.

Aussi là ont été compris la première étude de perception du crime et victimisation; l'enquête qui a permis d'établir les conditions subjectives et objectives avant le début du Programme et cela permettra d'évaluer les impacts du Programme après son deuxième année.

Avec ces approximations diagnostiques différentes, il a été techniquement possible d'incorporer dans la politique commune les perceptions d'insécurité de la citoyenneté et simultanément établir les relations avec les indicateurs de fréquence de crimes et de victimisation.

1.3. RÉSEAU 14

Valparaiso est la ville de coordination de Réseau Thématique N ° 14, la Sécurité Civile dans la Ville, du Programme URBAL de coopération décentralisée de la Commission européenne avec l'Amérique Latine.

Le but général du RÉSEAU est d'en renforcer les capacités de gestion dans le domaine de la sécurité civile, des autorités locales, européennes et latino-américaines, au moyen de l'échange d'expériences et la diffusion et la application de pratiques compétents.

Le réseau fusionne des villes et des institutions latino-américaines et européennes² que dans l'encadrement du Programme, selon ses approchements territoriales,

Urbaines et/ou thématiques, ils établiront Alliances stratégiques pour la formulation, la gestion et l'exécution de projets innovateurs et communs.

Pour le réseau N ° 14, pour réussir des villes sûres avec des habitants sûrs cela admet travailler sur le jeu de facteurs causals ou associé à la violence urbaine., parmi eux lié aux crimes, fautes et des mauvaises conduites des citoyens.

Le réseau² s'approche de la problématique de la sécurité civile, de la perspective des préventifs politiques qui peuvent développer les administrations locales pour améliorer la sécurité subjective objective des habitants - des personnes, des familles, des voisinages et la communauté - de nos villes, faire de ces places hétérogènes d'incorporation, respectueuse et hospitalière. De notre perspective la sécurité ne peut pas être réalisée fomentant des fanatismes, racisme

² De Belgique, Amberes y Region de Bruxelles; De España, Albacete, Viladecans, Barcelona, Bilbao, Santa Cruz de Tenerife, Donostia - San Sebastián, Alcobendas, Madrid, Valencia, Valdemoro, Getafe, Lleida, Granada, Gijón, Badalona, La Linea De La Concepción, Málaga; De Francia, Lyon, Nanterre, Rennes, Marseille, Lamentin; De Italia, Asti, Venecia, Trento, Monterotondo, Padova, Provincia di Padova, Génova, Región de Sardeña, Región del Veneto, Provincia de Treviso, Provincia de Luca, Region Toscana, Region Marche, Comune de Perugia, Provincia de Prato; De Portugal, Vila Real de Santo Antonio, Loures, Guimarães; De Argentina, Gobierno de Mendoza, Malvinas Argentinas, Buenos Aires, San Isidro, Rosario, Córdoba; De Bolivia, La Paz, Cochabamba, Río Claro; De Brasil, Rio De Janeiro, Juiz de Fora, Goiania, Vitoria, Belem, Piracicaba, Sao Caetano Do Sul, Belo Horizonte, Diadema, Campinas, Uberlandia, Macaé, Foz de Iguazu, Florianopolis, Sao Paulo, Feria de Santana, Juazeiro, Santos, Santo André, Guarulhos, Araguari, Porto Alegre; De Chile, Purrangué, Calama, Copiapó, Coronel, Viña Del Mar, San Pedro de la Paz, Maule, Maullín, San Ramón, Lo Espejo, La Pintana, El Bosque, San Joaquín; De Colombia, Manizales, Gobernación de Risaralda Santa Marta, San Juan de Pasto, Barranquilla, Neiva; De Costa Rica, Cantón de Abangares, San José; De Cuba, La Habana; De El Salvador, San Salvador, Nueva San Salvador, Acajutla, Antigua Cuscatlan, Sensuntepeque; De Ecuador, Sucre Bahía de Caraqueis, Quito, Guayaquil; De Guatemala, Antigua Guatemala; De Honduras, Yoro; De México, Chilpancingo de los Bravo Guerrero, Corregidora Querétaro, Benito Juárez, Distrito Federal, Guadalajara, Tlalnepantla de Baz, Puebla, Manzanillo, Guanajuato, Cañitas de Felipe Pescador, La Heroica Villa de San Antonino Castillo Velasco, Teziutlán, Tapachula, Teotitlan de Flores Magon, Pihuamo, Oteapan, Oaxaca de Juárez, Carlos A. Carrillo, Ixhuatlan de Madero, Attequizayan; De Nicaragua, De la Concepción; De Panamá, David; De Paraguay, Asunción; De Perú, Lima, Municipalidad de Barranca, Lince; De Uruguay, Montevideo, Salto; De Venezuela, Maracaibo. Los organismos asociados son: Federación de Municipios de Centro América (Femica), Universidad de Valparaíso, Foro Latinoamericano para la Seguridad Urbana y la Democracia (FLASUD), SUR, Corporación de Estudios Sociales y Educación, Espiral Entitat de Serveis asc., U. Nacional de Rosario, C.de Educ Guaman Poma de Ayala PE, Politecnico de Milano, milano it, dpto de arquitectura y planificación, Forum Europeo para la Seguridad Urbana, Universidad Nacional Del Nordeste, Cord. Para América L y el Caribe del Prog de Ges.Urbana PGU-ALC, Fundación SEPA(Servide Estudios Proyectos y Analisis), Arci Cultura e Sviluppo, Centro de Estudios en Seguridad Ciudadana U. De Chile..

¹ L'insécurité est incluse, parmi d'autres, le produit du danger de la voiture, les catastrophes naturelles, aussi bien liée au manque d'accès aux systèmes de protections ou de réparation.

² MANIFESTE DE VILLES, SÉCURITÉ ET DÉMOCRATIE ", de Naples 2000 du forum Européen pour la Sécurité Urbaine, adapté et signé, depuis (2001) par le Forum Latinoaméricaine de Sécurité Civile et Démocratique.

ou les pratiques discriminatoires d'exclusion sociale, des jeunes hommes comme de drogue-dependents, l'immigrants, les personnes pauvres ou des minorités ethniques, entre d'autres.

Le réseau est opposé à la criminalisation et/ou de la migration; et cela suppose que les conflits sociaux doivent être résolus, à l'intérieur de la communauté, de voie pacifique. Le réseau favorise la production commune de sécurité, où ils participent dans l'ensemble, des autorités publiques, des polices, des institutions publiques et privées et la communauté, d'une voie démocratique.

1.4 STRUCTURE DU DOCUMENT BASE

Le document se base sur la Sécurité Civile dans la Ville et il a été élaboré dans l'accord à une structure méthodologique qui permet de développer un processus logique.

D'abord, la problématique est définie, est conceptualisée pour avoir un dispositif commun de discussion. Plus tard, compris une analyse descriptive brève de la réalité contextuel ce qui affecte les sociétés occidentales. Passant ce moment en avant a diagnostiquer la situation de l'insécurité civile dans la région latino-américaine et européenne. Pour plus tard connaître la politique public mis en oeuvre pour les administrations locales avec leur expériences pratiques respectives. Connaissant par la présente les stratégies utilisées pour combattre la violence et la délinquance l'intérieur des villes. Les stratégies qui formeront finalement les sujets du débat et la projection future pour la mise en oeuvre de nouvelles pratiques locales pour la diminution de l'insécurité civile.

Diagramme

- 1.-Conceptualisation sécurité civile.
- 2.- Les phénomènes sociales qui affectent négativement l'évolution de nos villes.
- 3.-Violence et Criminalité dans l'Amérique Latine et l'Europe.

4.-Europe, stratégies et les pratiques de sécurité civile mise en oeuvre.

5.-L'Amérique Latine, stratégies et les pratiques de sécurité civile mise en oeuvre.

6.-Les lignes stratégiques de coopération.

2 AUTOUR DE QUELS FACTEURS SOCIAUX A ÉTÉ CONSTRUITE LA DIMENSION DE SÉCURITÉ CIVILE DANS LA POPULATION DE NOS VILLES ?

Quand nous voyons les significations multiples qui porte le mot - la Sécurité Humaine - nous devons nous demander comment nous construisons la sécurité dans nos vies quotidiennes, autour de quels facteurs individuels et socioculturels nous définissons notre sécurité, celui de notre groupe familial , de nos travaux, de notre ville, la place territoriale dans laquelle nous nous déplaçons chaque jour, comment nous construisons un tissu social capable de réponse en forme commune, comme communauté, aux besoins de sécurités et la protection dont nous avons besoin comme citoyens.

On a plus ou moins la même idée que presque nous tous avons de la sécurité, quelque chose dans le genre de ne pas avoir peur à une agression violente, estimer que l'intégrité physique est respectée, être capable de profiter la vie privée sans crainte d'assaut, se proméner calmement dans les rues, sans avoir peur d'un vol ou une agression, ayant confiance dans d'autres membres de ma communauté, etc. Apparemment, sa définition est assez large mais ce que nous croyons forme une partie du rapport du monde de développement humain 1994 : Quand on parle de la sécurité publique où civile nous faisons allusion à une dimension plus large que la simple survie physique. La sécurité est une création culturelle qui implique aujourd'hui une forme égalitaire(non hiérarchique) d'être sociable, un secteur partagé librement par tous. Cette forme de **traitement civilisé** représente la base afin que chaque personne puisse ouvrir leur subjectivité dans l'interaction avec les autres. Il y a dans le jeu non seulement la vie de la personne individuelle, mais également celui de la société

La crainte avant le crime commun ou la violence a une longue histoire, mais cela atteint les dimensions alarmantes immédiatement après les processus d'urbanisation et l'industrialisation. Les mouvements de violence vont de la

campagne à la ville, où le déracinement des émigrants, différences sociales et l'instabilité du travail favorisent la délinquance.

Les auteurs du début de siècle déstquent comment le travail fiévreux foment la désorganisation de la famille traditionnelle, l'abandon d'enfants et l'apparition massive de vagabonds et des mendiants; tout ça accentué par l'alcoolisme et l'impunité fréquente. L'effroi provoqué par la détérioration de l'ancien ordre de vie prend ensemble forme dans les prétendues « **classes dangereuses** » . Plus que la criminalité (clôturée) soit la violence (diffuse) celui qui tamponne sur la « question /social » est sa virulence.

Nos sociétés ont produit des outils divers et des stratégies pour contrôler la délinquance, la violence dans des modalités différentes et produire les systèmes sociaux qui assurent l'ordre social. Nous savons qu'historiquement les stratégies de contrôle social, ont été plutôt d'ordre répressif et coercitif. Maintenant notre vision d'avenir dans le sujet a une nouvelle orientation, où la prévention, la participation civile, l'ouverture d'espaces publics au moyen de la mise en oeuvre des programmes de développement constitue les principaux défis pour traiter le sujet, mettant l'accent en augmenter l'accès à la justice aux citoyens les plus vulnérables de nos sociétés.

2.1 L'administration locale et la sécurité civile.

La ville est la place par excellence où s expriment les contradictions et les rapports tendus de la modernité. L'Administration locale, de villes ou des municipalités, accomplit un rôle fondamental dans le développement social et économique du territoire parce que c'est l'autorité du gouvernement qui le plus voisin aux gens, et celui qui peut cueillir avec la plus grande facilité ses aspirations et ses besoins, aussi bien que réagir avec flexibilité à ses demandes, soutenant des bons canaux de communication, qui assurent les meilleurs niveaux de confiance et diminuent les conflits.

Aux autorités locales, qui ont la légitimité démocratique, correspond d'abord d assurer la cohésion sociale parmi les habitants et, par conséquence, entre les territoires.

Une des conditions pour faire réel les avantages des Administrations locales, consiste en fomenter la participation de la communauté dans tout ses niveaux, depuis l'information, passant pour l'avis, défiant et l'évaluation, jusqu'à l'exercice de la décision. En fait, la participation est la dimension centrale dans la relation parmi la société civile et l'État. La participation se détache, à l'intérieur d'autres grandes contributions qui on admet à présent, pour cela constituer un des appuis verticaux de la gouvernance³ et pourquoi son exercice est perçu par des académiciens et des politiciens comme une voie d'augmenter le capital ou le patrimoine social⁴ 6 d'une localité, la région ou le pays.

Une politique de sécurité civile développée par des Administrations locales, doit comprendre les formes spécifiques que les citoyens, d'une ville ou une commune, doivent comprendre, sentir et imaginer la violence, le chômage, les maladies, entre autres. Cela s'ensuit de l'importance suprême pour avoir affaire et agir sur les perceptions avec le but pour connaître les aspects qui plus dérangent les citoyens, diminuer des effrois et renforcer la crédibilité des institutions sociales.

D'autre part, dans le secteur objectif du problème c'est nécessaire intervenir sur les facteurs les plus importants de risque, comme par exemple : le fret et utilisation d'arme de feu, la consommation excessive d'alcool et drogues, l'exposition à la violence dans les mass-médias, l'éducation dans valeurs et procédure de réponse aux conflits sociaux, entre d'autres.

³ Le terme qui vient de la tradition théorique de la science Anglo-saxone politique et est employé comme la mesure de développement social. La Banque mondiale lui définit comme la voie dont le pouvoir est exercé dans la gestion des ressources économiques et sociales pour le développement, en se référant non seulement au pouvoir des gouvernements, mais aussi à celui de la société civile et du marché. La stabilité, la maturité et la confiance qu'un certain système social peut offrir ce qui observe, sont rapprochés de la forme en laquelle cela réussit à les résoudre présentent toujours des conflits sociaux. L'habileté démontrée par un système social pour résoudre des conflits, c'est une expression de bon gouvernement, d'une approximation à une meilleure distribution du pouvoir et pour ende d'une meilleure forme de distribution finale des bénéfices et des dépenses sociales.

⁴ Il comprend un jeu d'utilisations, les coutumes et la procédure qui définit le degré de fidélité, la solidarité et l'échange parmi les familles, des voisinages ou des régions. Cela se réfère aux capacités, les habiletés d'étude, nécessaires afin qu'une société se développe économiquement et socialement. Le capital, aussi bien que le économique peut être soutenu, être augmenté ou se perdre. Le capital économique et social sont très rapprochés. Une mauvaise distribution économique affecte la possibilité d'établissement et renforcer le capital. Quand les communautés sont appauvries, tandis que d'autres prospèrent sa réserve de capital est érodé, diminue la confiance et les réseaux de reproduction qui facilitent la coopération mutuelle dans l'avantage de la communauté. Moser, Caroline (1996) Pauvreté Urbaine, politique social et genre dans un contexte de crise économique. Accessions humaines, pauvreté et genre. Santiago.

2.2 Quels phénomènes sociaux forment les problématiques qui déterminent le développement des villes peu sûrs, menacées et vulnérables ?

2.2.1 Vision et action segmentée dans le territoire.

Un problème commun aux institutions publiques et privées de nos villes, dont n'échappent pas les organismes confiés à donner de la sécurité aux habitants, est celui de la descooordination des efforts et le manque d'une vision de ville. Quoique le sujet de la sécurité civile soit commun au territoire national entier, les problèmes d'augmentation d'insécurité civile produit par l'utilisation et l'abus de la violence, se donnent principalement dans de grandes villes ou des villes intermédiaires, où il y a une surposition de pouvoir : Gouvernement Central, administrations locales et des différentes institutions publiques et privées. Les villes métropolitaines principales et beaucoup de villes intermédiaires dans le l'Amérique Latine, présentent une tendance significative à la croissance démographique. Consecuement assumer une tendance d'expansion de leur zones urbaines, qui excéderont des limites territoriales différentes dans quelques cas communales; dans d'autres, provinciaux, créant problèmes de coordination, de super.position de compétences et de perte des avantages comparatifs de l'agglomération urbaine.

En général, on s'approche des problèmes de nos villes sectorialement (le logement, l'eau, l'électricité, des voies, la sécurité, l'éducation, la santé), ou ils se concentrent dans des unités mineures , comme les communes. Néanmoins, pour des villes constituées par plus qu'une commune ou dans le processus de conurbacion, la gestion de la ville comme l'unité pluricomunal - c'est, depuis comme le secteur métropolitain - cela ne forme une partie ni du bon sens, ni des autorités, ni des institutions publiques et privées, ni du citoyen commun. La rationalité prédominante reconnaît les problèmes pour des secteurs, ou dans le secteur du voisinage ou la commune, mais non exactement dans une dimension majeur du territoire

Le paradoxe consiste en ce que quoiqu'on s'approche de la majorité des problèmes de la ville sectorielle ou segmentadamente dans les petites unités de territoire, il n'est pas possible de les résoudre de cette voie. La sécurité est un bon exemple de cela. Il est connu de tous, par exemple, qu'en cas des crimes contre la

⁵Oviedo et Rodríguez (2001), Gestion urbaine et gouvernement de secteurs métropolitains. Environnement de Série et développement. Division d'Environnement et Accessions Humaines, Santiago du Chili

propriété, qui constituent plus de 70 % de tous les crimes dans les villes, les places où on commet un crime, où les objets sont commercialisés et où résident ceux qui commettent les crimes, n'est pas le même. Complémentaire, le déplacement des crimes est une variable qui implique la coordination à un niveau plus grand que l'unité.

2.2.2 La privatisation de la ville

Nos villes perdent ses espaces publics, se privatisent. Dans le l'Amérique Latine on parle de villes duelles⁶, où la ville cosmopolite coexiste avec les pauvres, marginaux et criminales. Ils sont caractérisés par son extension, leur haute ségrégation socio-économique et son monocentrisme, ou quand plus qu'un centre existe, pour la distribution inégale de marchandises et des services.

Dans l'Amérique Latine, à la ville des restaurants chers, des centres financiers et les hôtels de luxe, est opposée la réalité d'adversités de villas misères avec les populations. Les crimes sporadiques de la ville exubérante, principalement contre la propriété, contrastent avec le son des balles, les assauts violents, l'invasion de la drogue et la violence d'état de la ville impuissante⁷.

Tant en Europe qu'en l'Amérique Latine, les villes, de plus en plus, ont tendance à être des places fonctionnelles au travail et disfonctionnelles aux besoins de réunion sociale - parmi les gens hétérogènes-, le loisir, où le repos. Les familles vont aux malls - des places publiques actuelles -, des supermarchés ou les chaînes de restaurants, où ils doivent harmoniser la promenade, la récréation, avec la consommation. Dans ces sites le contact se donne entre égaux, dans un environnement contrôlé et protégé. Nos villes déviennent plus complexes. Dans elles des groupes humains différents coexistent avec des modes de vie divers et s'accroît la production et la distribution de marchandises et des services socioéconomiques segmentés. La vitesse et la fragmentation marquent la vie sociale.

⁶ Pendant les années 80 et 90, la littérature sociologique des Etats-Unis et le latin l'Amérique a employé la métaphore de la ville duelle pour décrire les effets de la polarisation économique au territoire.

⁷ Un bon livre qui annonce exactement (fin) cette réalité, au moyen des portraits ethnographiques, cela (il, elle) est : Wacquant L (2001). Réprouvés Urbanos. Marginalité dans la ville au début du millenium. Printemps, Buenos Aires, l'Argentine

Dans presque tout les pays de Europe, sont observés une diminution constante du nombre de crimes liés au domicile, néanmoins augmentent proportionnellement les crimes dans les espaces publics, dans la rue, en places destinées pour la récréation et le loisir. Les espaces publics dans les villes européennes sont arrivés a faire face a des manifestations de plus en plus agressives et violentes . Coïncident avec l'augmentation de ce type de conduites, les autorités techniques et politiques, les designateurs et les exécuteurs des politiques politiques, semblent avoir quitté ces espaces. Ils ne présentent plus d'idées , négligent la ville et son rôle comme place pour rendre possible la liaison sociale⁸.

Les villes quand elles perdent leur espaces d'interaction sociale, de détermination réciproque de leurs habitants, où l'identité collective est construite, augmentent la perception d'insécurité. L'importance des espaces publics a été soulignée par des auteurs comme Oscar Newman et Bill Hillier. Pour Newman, le contrôle social de l'espace public - l'espace défendable - est de base pour résoudre le problème de la vulnérabilité des zones résidentielles, des familles, de la personne. Hiller considère important l'existence d'un espace public de réunion, de coprésence, pour le développement d'une communauté saine. Le contrôle naturel de l'espace public se donne par la présence des personnes dans les rues, des places et des passages , entre autres⁹.

2.2.3 La ségrégation urbaine

La ségrégation urbaine est l'antichambre à une importante partie des attitudes et des conduites violentes de nos pays qui sont les situations de chômage, de pauvreté, d'exclusion sociale, de marginalité et, tout cet contexte qui provoque un sens d'indignité¹⁰.

⁸ La majeure part des professions sociales ou de celles-là associées au maintien de l'ordre public en Europe, sont exercées de manière réactive et dans des bureaux fermés. Ceci doit être transformé ; on requiert un grand changement dans la première ligne du service public. Faut reconstruire l'estime par ce qui est public, depuis l'entrée des bâtiments, le commerce et le transport, jusqu'aux centres culturels. L'action ne peut pas être réduite à certains quartiers, mais doit atteindre à toute la ville sans distinction.

⁹ Greene M. (1999). Vulnérabilité à l'infraction dans l'espace résidentiel : une analyse configurational. Ministère du Logement et de l'Urbanisme (1999). Espace urbain, logement et sécurité des citoyens. Santiago du Chili, pág. 20 et 21

¹⁰En Amérique latine, la persistante existence de grands sacs d'extrême pauvreté et de misère dans les villes, unie à des problèmes économiques d'inflation, marchés nationaux contraints et instabilité dans les règles du jeu économique, constituent un des principaux facteurs associés à l'insécurité des habitants.

Ce sont les ghettos, lieux extraparois de la ville, où habitent des minorités (parfois très nombreuses), ils naissent dans nos villes suite à la triple action de la pauvreté, à l'inequidad et la ségrégation sociale. La vie dans ces conditions a pour conséquence la cristallisation des valeurs, utilisations, coutumes et normes, de désintégration sociale, de caractère typiquement urbain.

Les villes sont ségréguées pour différentes causes : physique, fonctionnelles, économiques ou culturelles, les accidents géographiques, les particularités des activités économiques¹¹ et résidentielles¹², les différences de recettes personnelles et familiales, ainsi que les particularités etariars¹³, idéologiques¹⁴ ou ethniques, influencent les caractéristiques des zones de la ville. Bien qu'il soit certain, tout ce qui précède peut être assumé comme une partie du caractère divers de la ville, dans notre monde actuel, fonctionne comme une manière de distinguer et de séparer les groupes sociaux selon ses possibilités d'accès à l'ensemble de biens et services que a ville fournit. Le cas des favelas de Rio de Janeiro¹⁵, montre comment un processus d'urbanisation inconsistante, favorisé par la topographie sinueuse de ses "morros", qui a été occupé pendant des décennies seulement de la partie "formelle" de la ville, peut provoquer un partenaire dynamique logiques propres, ses codes, ses lois, que produit insécurité dans l'ensemble des citoyens.

Des recherches du secteur, établissent qu'il existe une corrélation entre une haute ségrégation et la présence de problèmes urbains d'ordre fonctionnel, comme la distance et l'accessibilité, ainsi que d'intégration sociale, comme les manques et les infractions. Dans des villes ségréguées, d'un point de vue économique et social, la crainte augmente, principalement, dans ses espaces publics. Dans ces emplacements, la sensation d'insécurité signifie une basse interaction entre les habitants de différentes couches sociales.

Les crimes violents ont aujourd'hui une plus grande visibilité dans les villes. L'influence des moyens de communication de masses -- des journaux, de la radio, télévision, dans les perceptions des habitants est indiscutable. Toutefois, il n'est pas non plus possible de ne pas connaître l'existence d'une augmentation de l'insécurité, de la crainte, qui a influencé l'adoption de mesures d'autoprotección et défense, comme éviter certains lieux, d'acheter de grands chiens qui abboient

¹¹ Activités industrielles, financières, commerciales, entre autres.

¹² Par exemple, différences entre des logements de d'un, cinq ou davantage d'étages.

¹³ Des quartiers Universitaires, sportifs ou pour le troisième âge, sont un exemple.

¹⁴ Sections, Communautés d'artistes, chefs d'entreprise, ou dont ils partagent un style de vie commune, entre autres.

¹⁵ Les favelas de Rio de Janeiro (Brésil) a ses homonymes dans les jeunes quartiers de Lima (Pérou) ou Santiago (Chili). Dans des villes européennes, de manière égale il est possible de distinguer les zones urbaines de résidence d'habitants riches des secteurs où habitent les immigrants, par exemple.

¹⁶ Sabatini F. (1999) "La ségrégation spatiale et ses effets sur ce qui est pauvres et la sécurité des citoyens". Dans : Ministère du Logement et de l'Urbanisme. Espace urbain, logement et sécurité des citoyens. Santiago du Chili.

fortement, acheter des armes, encercler les maisons, installer des systèmes d'alarmes et/ou chambres d'observation, engager des gardes privées de sécurité, entre beaucoup de d'autres. La perception d'insécurité a été aussi accompagnée déjà ou comme cause ou effet, de grands changements dans la forme spatiale des villes, dans ceux-ci se soulignent de nouvelles modalités d'ordre des lieux publics et privés.

Dans beaucoup de villes à travers le monde, les groupes de hautes recettes, vivent, travaillent, achètent et ont des loisirs dans des lieux fermés, ils ne font déjà plus usage des rues et des espaces publics. Ceux-ci sont livrés aux gens sans maison, aux mendiants et aux enfants de la rue. Les gens de haute couche se mobilisent dans des voitures privées, entre ses départements sophistiqués ou maisons et ses bureaux. Chaque lieu avec des parkings, et des complexes systèmes de sécurité¹⁷.

Nous pouvons affirmer qu'il est dans un territoire socialement construit -- stigmatisé, condamné, rejeté du reste de la ville, où la subjetivación¹⁸ de l'individu se produit avec son lien à des subcultures spécifiques. Dans les cas où les subcultures se mélangent avec l'activité de groupes de pouvoir délictueux en rapport avec le trafic de drogues¹⁹ et la pratique de violence armée -- souvent uni à l'exercice de la violence policière, on crée les conditions d'emprisonnement progressif pour la vie de la Communauté. Ceci empêche le développement de la participation sociale et de la solidarité, caractéristiques essentielles des quartiers populaires de de beaucoup des villes latino-américaines. Sous certaines circonstances, l'option par la violence est constituée comme un des seuls modes de validation sociale, d'obtention de reconnaissance et d'alternative "professionnelle" pour beaucoup d'adolescents et jeunes.

Les habitants des quartiers pauvres margés, où résident des délinquants dangereux, sont doublement des victimes. Ils sont des victimes faciles de leurs voisins délinquants et de la société qui les stigmatise : ils n'ont pas accès au travail, aux prêts bancaires et aux crédits de maisons commerciales, entre autres.

¹⁷ Nations Unies Centre for Human Settlements, Habitat (1996).

¹⁸ Les valeurs et les normes "objectivées" dans ce qui est culturelle d'une société ne sont pas reconnues comme propres, apparaissent éloignés et diffus. Dans des ensembles sociaux marginaux, l'affirmation de l'identité est un fait extrêmement difficile, elle est obtenue dans des groupes de paires caractérisées par son caractère non-citoyens et légèreté, reflétée dans son accès au travail, ainsi qu'à l'ensemble des biens et services qu'offre la ville : eau, électricité, sécurité et justice, entre autres.

¹⁹ Dans des contextes comme ceux décrits, il est prévisible qu'on aggrave les conflits sociaux et que des facteurs comme le trafic de drogues ajoutent de nouveaux éléments d'instabilité. Le trafic de drogues a des impacts sur les économies locales, ainsi que sur la marche des systèmes politiques.

Contribue à l'adoption de la violence dans les quartiers marginaux, la dégradation du travail comme droit social. Sans travail reconnu socialement, les individus perdent la dignité, affecte négativement la constitution de sa subjectivité, et on corrode²⁰ son caractère. Le travail constitue un mode de sublimation des pulsions, une forme d'insertion de l'individu dans la société, qui lui confère identité, elle lui permet de construire des liens sociaux et il le fournit du plaisir individuel.

Dans beaucoup de cas de ces zones pauvres de la ville, à la dégradation du travail, on unit la perte progressive du sentiment protecteur et de l'appui de la famille²¹, convertie, chaque fois plus, au lieu d'échanges provisoires et menacés. La faiblesse du rôle des familles, la perte d'appui communautaire externe comme celui des Écoles, la fragilité ou la non-existence de normes sociale intégratrices, produisent un contexte pour le développement d'attitudes et conduites violentes. Importante partie de la prédisposition à l'infraction des enfants et des jeunes de secteurs populaires, résulte d'une tendance à neutraliser les effets de la violence soufferte, à la fois de trouver un lieu évalué par ses pairs et une reconnaissance sociale plus vaste, même uniquement par l'intimidation.

2.2.4 Individualisme et violence : méfiance de l'autre

Nous vivons dans des sociétés individualistes, hédonistiques et sans culpabilité . La vitesse, l'offre du monde moderne, présente comme valeurs le succès, l'audace et le triomphe rapide. Ce sont des temps où règne le sentiment de vivre en un temps de changements rapides, dans un monde fou²².

Une partie des habitants de notre planète profitent de de elle était de la globalisation, des changements dans le rôle la famille et de l'expansion des systèmes démocratiques ; la communication entre des personnes de différentes parties du monde est démocratisée avec l'utilisation de l'internet, les femmes se versent au monde de travail et gagnent des espaces d'égalité, les partis politiques coexistent et collaborent plus avec les mouvements sociaux, entre autres. Nous

²⁰ Pour approfondir sur ce sujet voir Senett Richard (2000) *The Corrosion of Character : The Personnel Consequences of Work in the New Capita*

²¹ La famille accomplit, entre ses rôles, celui d'être une institution sociale qui offre de la stabilité relationnelle aux sujets et il les accompagne dans son processus de socialisation précoce.

²² Voir Giddens Anthony (2000). *Un mundo desbocado. Les effets de la globalisation dans nos vies*. Taurus, Pensées, Madrid, l'Espagne.

sommes dans un monde qui permet de vivre dans une seconde la transcendance de ce qui est magique et infini. Toutefois, la face opposée de nos temps nous montre des pays où la démocratie ainsi que d'autres institutions sociales sont fragiles et les personnes se montrent redoutables et incertaines par le risque de perdre l'accès la santé, l'éducation, ou la paix.

Ceux marginés économiques et culturels, ainsi que les immigrés ou les représentants de minorités ethniques vivent dans un monde d'exclusion.

La violence des jeunes marginés, par exemple, résulte du choc entre une société qui favorise le progrès et la tolérance, et une réalité quotidienne de ghettos²³.

Dans des termes de l'individu, la vitesse de notre temps est associée a des attitudes et des conduites d'anxiété²⁴ et dépendance²⁵. "La libération de ce qui est inconscient", dans sa version négative, entraîne les désordres d'identité²⁶.

Beaucoup de conduites dans la ville incorporent une plus grande violence. On dirait q'après elle on trouve au moins un facteur commun : le plus petit respect d'"un autre", ce qui est différent, ce qui est éloigné, ce qui est étranger. Dans quelques cas peut être celui "pauvre", dans d'autres celui "étranger", ou celui "vieux". Les vols terminent avec des kidnappings, des violations y/u homicides ; dans les réunions massives comme celles appréciées aux stades et/ou recitales musicaux, on démontre de l'agressivité ; l'ingestion dépendante de drogues forts est associée à des infractions violentes.

En occident les infractions se durcissent, indépendamment du fait que dans quelques pays on maintienne stable sa fréquence ; additionnellement, dévient moins professionnels les conduites criminelles. Un nombre plus grand de vols est commis avec des armes de feu et la violence n'est pas nécessairement mise en rapport au hampa²⁷.

²³ Lipovetsky G. (1986). Elle il était du vide. Essais sur l'individualisme contemporain. Anagramme, Collection Arguments, Barcelone, l'Espagne.

²⁴ Sentiment d'être continuellement perdu, le grand nombre de choses qui passent par dehors de nos vies. Voir Jean - Paul Fitoussi, Pierre Rosanvallon (1997), La nouvelle ère des inégalités, la Source, Buenos Aires, l'Argentine.

²⁵ La nécessité de consommer

²⁶ Les désordres d'identité s'opposent aux désordres de la répression, quand dans les sociétés favorise le groupe inconscient, les normes, par sur ce qui est inconscient individuel.

²⁷ Lipovetsky G. (1986) Op. Cit .

2.2.5 Insécurité et peur

La perception d'insécurité augmente²⁸ et il est directement mis en rapport avec la peur. Ce sentiment d'inquiétude causé par un danger réel ou imaginaire, influence les attitudes et les conduites de la population dans de longues délais.

Il a des effets les valeurs et les normes de ces derniers. La crainte, produit du sentiment d'insécurité dans la ville, fait que les habitants vivent des situations limites de grand impact psychique. L'exposition des personnes à des situations qui les provoquent peur, que les menacent, influence sa qualité de vie, dans l'adoption de mesures peu méditées et inadéquates. S'enfermé, la méfiance, l'appui au contrôle de l'état dans des domaines privés, publics ou collectifs, la répression, ou l'utilisation de la violence, sont amassés. À l'intérieur des villes les quartiers établissent des limites physiques évidentes avec de grandes parois ou entrées protégées par des gardes privées, tandis que le marché des alarmes, citófonas, et d'armes croît.

2.2.6. Méfiance dans les institutions de l'État

Est un sujet commun à la réalité de l'Europe et de l'Amérique Latine,est la crise de confiance dans les institutions de l'État. L'information en général, indique de mauvaises évaluations des politiciens, la justice, et le système pénal. Dans plusieurs on souligne une évaluation négative croissante, vers l'action des policiers, spécialement dans les secteurs populaires.

Des résultats préliminaires dans de recherches de l'Amérique²⁹ nous doivent placer dans un état d'alerte. La méfiance dans les institutions de l'État -- justice, police, entre autres -- est mise en rapport avec la plus grande violence de la population. Spécialement quand il s'agira de "prendre la justice par les mains elles-mêmes". En outre, dans ces circonstances à soutenir des instances de privatisation de la sécurité (par exemple, gardes privées).

²⁸ Il existe une information d'excédent pour soutenir l'affirmation que la perception et la réalité sur la violence ne coïncident pas nécessairement. La perception dépend de beaucoup de facteurs, entre lesquels soulignent les expériences personnelles, celles transmises par le biais de la famille, groupes de semblables, moyens de communication, entre autres.

²⁹ Organisation Panaméricaine de la Santé (1999). Revue Panaméricaine de la Santé. Nombre spécial sur la violence, vol.5, nro. 4/5, Washington.

2.2.7 Méfiance dans les policiers

Un des principaux problèmes de sécurité des citoyens qui se produit dans les villes, spécialement ce qui est latino-américaines, est mise en rapport avec le rôle des policiers³⁰.

L'augmentation des infractions violentes, la plus grande perception d'insécurité des personnes, unies à un vide de politiques publiques dans le secteur, a influencé la prolifération de services privés de sécurité. Ceux-ci, suppléent souvent la tâche policière. Dans le meilleur des cas ils la complètent.

Les policiers privés représentent un problème difficile à éviter dans nos villes. Les bureaux privés de sécurité représentent des sources d'occupation pour policiers retraités et, dans beaucoup de cas, meilleurs salaires auxquels accèdent des policiers en exercice. Ceci dernier n'est pas une donnée plus petite, l'État investit dans la formation et spécialisation de ses policiers, tandis que les institutions privées, par leur compétitivité sur le marché, peuvent contrater sans assumer le coût de cette instruction.

La sécurité ne peut pas se transformer en une affaire, celui qui peut payer plus, a un plus grand accès à elle. La sécurité est un Droit de tout habitant, qui doit être garanti à l'intérieur de nos villes avec un service de qualité technique et morale égale.

Dans beaucoup de nos villes existe la nécessité de produire des plans de sécurité intermunicipales ou urbaine, dans un pays ou entre des pays, qui lient aux policiers. Notre monde globalisé, l'est aussi dans le cadre des problèmes de sécurité des citoyens : des villes capitales, touristiques, financières, entre autres, qui sont liées par le biais d'organisations criminelles par le vol de véhicules, trafic oeuvres d'art ou organes, traite de blanches, prostitution infantile, ou par l'affaire du trafic de drogues, entre autres.

En dépit de la nécessité d'agir en réseau au-delà des limites de la ville, dans le cadre local les policiers demandent rétrécir leurs relations avec un ensemble

³⁰ Oviedo E (2000). Policiers de proximité pour les villes Chiliens. Sujets Sociaux N°35, Edic. SUD. Sud Corporation Études Sociales et Éducation, Santiago du Chili.

d'acteurs chargés de concevoir, d'exécuter, de contrôler et d'évaluer des politiques publiques. Dans beaucoup de favelas, jeunes peuples ou populations, la policier n'a pas accès, simplement, parce que ne le lui permet pas l'en suspens, ferme ou le large de rues : ils ne donnent physiquement pas capacité aux véhicules policiers. Uni à à cela, le dédain, l'irrévérence, la méfiance et la crainte de la Communauté envers les policiers, font que certains groupes sociaux adoptent des conduites de rejet ouvert -- avec utilisation de la force, parfois avec présence d'armes, que font des certaines zones impénétrables de la ville.

Un des problèmes plus importants auxquels doit faire face la police -- spécifiquement latino-américaine, est la détérioration de son image comme institution dans la société ; situation qui, avec des caractéristiques particulières, partage avec l'ensemble d'institutions publiques de l'État.

Dans beaucoup de cas la situation d'insécurité, a été aggravé produit du manque d'aptitude du modèle Policier et Forces Armées en général à auxquelles beaucoup de polices sont assignées directement -- pour mettre en rapport avec le monde civil. Certaines réponses réactives au phénomène de la criminalité de des quatre-vingt-dix -- Tolérance Zéro par exemple -- apparaissent comme relectures de modèles doctrinaires militaires profondément discrédités après entraîner des appareils de répression des gouvernements de facto en Amérique latine -- Sécurité Nationale, reedición de l'ennemi interne '- -, porté en avant entre autres entités, précisément par la Police.

Beaucoup de politiques criminelles ont échoué par leur précipitation, improvisation et manque de respect des droits et des garanties individuelles des personnes. Ce qui précède n'a certainement pas contribué à améliorer l'état d'anxiété et la sensation d'insécurité. Nos villes doivent penser des tactiques pour atteindre un plus grand compromis des citoyens avec le policier ; instruire et livrer des instruments légaux à la police , pour qu'elle mène à bien sa tâche dans les rues, pour qu'elle puisse remplir un rôle de médiateur dans des conflits plus petits, coordonner la prévention et la répression de l'infraction dans une relation étroite avec le système de justice³¹, concevoir et mettre en opération des solutions innovatrices, et établir et maintenir un fort lien avec la Communauté, basé dans la connaissance mutuelle, respect et confiance. Avec ce qui précède nous faisons

³¹ En Espagne on a mis en oeuvre une police locale avec des fonctions de policier judiciaire, situation qui paraît intéressante comme manière de résoudre des infractions plus petites et de descongestionner le système de justice.

allusion à la nécessité de promouvoir ou fortifier les expériences des policiers de proximité, qui assistent, aident aux victimes -- par exemple, à présenter des demandes, et ils leur manifestent compréhension et respect.

3. QU'ARRIVE à l'INTÉRIEUR des VILLES EN AMÉRIQUE LATINE et EUROPE

L'insécurité des citoyens a été installée entre les inquiétudes plus importantes des habitants l'Amérique latine et de Europe ; et il s'est transformé dans une variable clef pour examiner la situation de pays, de tant pour les électeurs au moment d'évaluer à ses dirigeants, comme aussi pour des chefs d'entreprise et des organismes internationaux au moment de prendre des décisions -- entre autres, celle d'investir -- en ce qui concerne des pays qui exhibent de hauts indices de criminalité.

3.1. Caractérisation générale de l'évolution du crime en Amérique Latine et l'Europe.

La criminalité en Amérique latine se caractérise par la participation chaque fois plus haute de jeunes et mineurs ; et on associe à des situations d'exclusion sociale, comme le chômage, la plus grande fréquence d'enfants de la rue, l'analphabétisme et l'abandon scolaire. Tout ceci, dans des contextes de forts crises économiques et conflits politiques.

Selon information de l'OMS, on estime que durant l'année 2000 la violence juvénile (10 à 29 années), a perçu la vie à 199.000 personnes (9 chaque 100.000 habitants). Amérique Latine avec l'Afrique, partagent les taxes plus hautes de homicide juvénile ; L'Europe Occidentale se trouve dans les zones avec de plus basses taxes. L'OMS constate que sauf le cas des USA ,les pays avec de hauts taux d'homicides sont en développement ou vivent des processus de changement social et économique³².

En Amérique Latine, l'augmentation des infractions est développée dans le contexte de la croissance du trafic et de l'abus de drogues, ainsi que la plus grande

³² Organisation Panaméricaine de la Santé, Bureau Régional pour les Amériques de l'Organisation Mondiale de la Santé (2002). Rapport mondial sur la violence et la santé : résumé. Washington, D.C, p. 15 et 16.

possession d'armes blanches et de feu, produit – entre autres choses -- de la globalisation de la criminalité organisée.

En Europe, à partir des années 90, la délinquance a commencé à diminuer dans les pays de l'Ouest, en même temps qu'on a transformé les types d'actes de criminalité. En Grande-Bretagne, la criminalité, bien qu'étant maintenue très haute en comparaison avec d'autres pays européens, a diminué de 8% entre 1993 et 1995 ; et plus de 10% entre 1995 et 1997.

Différente a été la situation pour les pays de l'Est européen . Ceux-ci, produit des profonds changements économiques et sociaux vécus, ont manifesté d'importantes augmentations de la criminalité qui ont terminé en obscurcissant ses processus de démocratisation.

Dans l'Ouest, les crimes contre la propriété ont entretemps diminué augmentait la représentation -- proportion dans l'univers -- des crimes contre les personnes ; dans les pays de l'Est, les infractions contre la propriété se sont ajoutées aux crimes contre les personnes, lesquels ont toujours été très importants.

De manière générale, en Europe les jeunes sont beaucoup plus impliqués dans la criminalité que les adultes, ou comme victimes ou comme auteurs. Dans quelques pays, même, la violence depuis et envers les mineurs, est très importante. L'identification sociale et son augmentation conséquente de sensibilité dans les personnes, ont souligné les problèmes de prostitution, exploitation sexuelle, pédophilie. Toutefois, il n'existe pas d'information dure qui permet de confirmer l'augmentation réelle de ce type de criminalité dans les pays européens³³.

³³ La violence "raciste" est très importante en raison de la peur qui provoque aux victimes, ceux qui tendent à ne dénoncent pas ces actes. Ils démontrent aussi une grande faiblesse par le travail de recherche des services de policier.

POURCENTAGE DE LA POPULATION VICTIME DE CRIME DANS DES VILLES AVEC PLUS DE 100 MILLE HABITANTS DURANT LES DERNIÈRES CINQ ANNÉES

	Vol et dommages à véhicule	Vol domicile	Autre vol	Assaut	Tous
Amérique du Nord	43	24	25	20	65
Amérique du Sud	25	20	33	31	68
Europe de l'Est	27	18	28	17	56
Europe de l'Oest	34	16	27	15	60
Asie	12	13	25	11	44
Afrique	24	38	42	33	76
Total	29	20	29	42	76

Source : UNICRI (Institut de Recherche Crime et Justice de Nations Unies)

3.1.1 Des Conduites delictuales

Les statistiques dans le sujet, indiquent que les infractions caractéristiques des villes dans le monde, sont les infractions appelées contre la propriété : vols avec force et vols avec violence. Selon information publiée l'année 1996 par les Nations Unies, Centre for Human Settlements (HABITAT), basée d'une étude qui a appliqué une enquête internationale de « victimización » (1988-1994), à 74.000 personnes dans³⁹ pays, démontre que les chiffres de vols dans le monde sont significatifs dans tous les continents. 29% des gens a reconnu avoir été victime de vols avec des dommages à ses véhicules, 20% de vols avec force, un 29% d'autres vols et un 19% d'assauts et autres délits avec contact personnel. Un 61% des populations du monde, dit avoir été victime d'au moins une fois dans les dernières 5 années³⁴.

Selon information disponible, entre les décennies de des 70 et 80, la criminalité croît presque dans tous les pays l'Amérique et de l'Europe.

³⁴ United Nations Centre for Human Settlements, Habitat (1996). Source : UNICRI (United Nations International Crime and Justice Research Institute) (1995), Criminel victimisation of the developing world, Rome, drawing from UNICRI and Ministry of Justice of the Netherlands, survey of international victims of crime (1988-1994), based on a sample of 74.000 persons in 39 countries.

Des chercheurs latino-américains³⁵ estiment que la violence dans la région est un phénomène récent, des dernières décennies. Pour garantir cette information ils se basent de l'observation des taux d'homicides des pays. Pendant les années 60 et 70 on trouve qu'elle était très semblable, et dans quelques occasions inférieur, à à celle des Etats-Unis -- dix homicides par chaque cent mille habitants. Vers la fins des années 80 et débuts des 90, les pays latino-américains éprouvent une croissance dans leurs taxes.

Bien qu'il soit possible de parler d'une augmentation des taux d'homicide dans la région, cette situation n'est pas commune à tous les pays. De fait, le taux d'homicides varie significativement dans les différents pays et les villes. Seulement comme exemple, tandis que certains pays comme El Salvador et Guatemala, présentent des taux de 150 homicides par chaque 100.000 habitants, mais dans le Chili, on enregistre seulement un taux de 3 homicides.

En prenant comme référence des données internationales des années 1994-9 trois groupes de pays s'établissent, en accord avec leur niveau de violence. Les pays avec des faibles niveaux d'homicides, comme l'Argentine, le Chili, l'Uruguay, le Costa Rica, avec un taux d'homicides qui pouvait être entre 3 et 6 par chaque cent mille habitants. Dans un haut niveau nous trouverions à la Colombie avec un taux de 77 homicides par chaque cent mille habitants et El Salvador avec un taux de 117 homicides par chaque cent mille habitants. Et dans un niveau moyen sont le Brésil, le Mexique et le Vénézuéla avec un taux parmi 20 et 25 homicides par chaque cent mille habitants³⁶. Ces données coïncident avec ceux présentés par la Banque.

3.1.2 Autres violences

À l'intérieur des familles

La violence intra-familiale, contre l'épouse et vers les enfants, avec une ampleur différente, se produit dans tous les pays, toutes les cultures et couches socio-économiques. Elle forme part des violences base, vécues en Amérique Latine et l'Europe.

³⁵ Robert Briceño Leon (1999). Proposition de formation du Groupe de Travail de CLACSO Violence et Société. Programme d'Activités pour 1999.

³⁶ Idem.

En Amérique latine, la préoccupation publique ,pour ce sujet apparaît seulement vers le milieu de la décennie des 80, produit en première instance des études et le travail d'organisations non gouvernementales, dont beaucoup étaient soutenues par des fonds européens.

Un lieu où on vit beaucoup d'actes violents est à l'intérieur des familles. En Amérique Latine, il est plus probable qu'une femme est attaquée dans sa maison par son couple, qu'à l'extérieur de sa maison par un inconnu; de manière égale, l'information disponible indique que les agressions envers les enfants sont plus fréquemment commises par leurs pères ou ceux qui les veillent, que par des inconnus³⁷. Dans 48 enquêtes de base démographique effectuées partout dans le monde, entre 10% et 69% des femmes ont indiqué avoir été des victimes d'agressions physiques par une paire masculine , à un certain moment de leurs vies. La plupart de celles qui ont souffert d'agression physique, ont été soumises à de multiples actes de violence, pendant de longues périodes de temps³⁸.

Dans une enquête appliquée pendant 1997 à un échantillon représentatif de 7 villes de pays latino-américains et de 1 de l'Espagne, on a observé que 4% gifle à son couple, tandis que 2% la frappe avec un objet dur pendant l'année préalable à l'étude. La plupart de desquelles ont été frappées aussi avec un objet dur où ont giflé à la paire. La fréquence d'agression physique qui a plus été fréquente entre lesquels qui ont manifesté boire avec excès que avec ceux qui ne le faisaient pas³⁹. Une étude latino-américaine en Équateur - démontre que les agressions envers la femme dans le couple, sont associées à la modification des rôles traditionnels du travail, ainsi qu'à la précarité du travail de l'homme⁴⁰.

En accord avec l'information disponible, il est possible d'affirmer que dans la plupart des pays, les enfants sont les principales victimes de coups et punitions physiques, tandis que les enfants ont un plus grand risque d'infanticide, abus sexuel

³⁷ Larraín Solitude (2002). Violence dans la famille et la transmission de règles de comportement social. Dans : Carrión Fernando Edit. Sécurité Des citoyens mirage ou réalité ?. Flasco Équateur - OMS/ops, Quito.

³⁸ Organisation Panaméricaine de la Santé, Bureau Régional pour les Amériques de l'Organisation Mondiale de la Santé (2002). Rapport mondial sur la violence et la santé : résumé. Washington, D.C, p. 18.

³⁹ L'enquête a été appliquée à la population de de 18 à 70 années d'âge Rio de Janeiro et Sauveteur Baie, le Brésil, Santiago, du Chili ; Cali, la Colombie ; San José, le Costa Rica ; San Salvateur, le Sauveteur ; Caracas, le Vénézuéla ; et Madrid, l'Espagne. Pour une plus grande information voir : Orpinas Pamela (1999) Qu'est-ce qu'est violent ? Facteurs associés avec des comportements agressifs dans des villes choisies l'Amérique latine et de l'Espagne. Dans : Recherches en Santé Publique, Documents Techniques 3, OPS, Washington D.C pag.11

⁴⁰ Ernst Miriam (2002). Être femme un facteur de risque. Dans : Carrión Fernando Edit. Sécurité Des citoyens Mirage ou réalité ?. Flasco Équateur - OMS/ops, Quito.

et abandon. Entre lesquelles les femmes recourent plus que les hommes à la punition physique, mais ils sont les hommes qui sont plus insérées dans des situations d'enfants avec des lésions graves ou mortelles⁴¹.

La même enquête appliquée en 1997 dans 8 villes choisies de l'Amérique Latine et de l'Espagne, a exposé que la punition physique pour discipliner aux enfants est haute ; 15% des hommes avai battu à un enfant et 6% avait battu avec un objet dur, pendant le mois préalable à l'enquête. Entre les femmes, 24% avait battu à un enfant et 11% avait battu avec un objet dur, pendant le mois précédent à l'enquête⁴². Une étude de prévalence de maltraité infantile dans le Chili, effectué par Unicef en 1994, à des enfants parmi 12 et 17 années, a montré que 63% des enfants avaient reçu un certain type de violence ; 23% violence psychologique, 29% violence physique légère et 34% violence physique grave⁴³.

Violence autoinfligé.

Autre sujet de préoccupation actuelle dans beaucoup de nos villes est le suicide. Durant l'année 2000 ils se sont suicidés dans le monde 815.000 personnes, approximativement un chaque 40 seconds⁴⁴.

Bien que selon des recherches internationales le suicide est la treizième cause de décès dans le monde⁴⁵, circule une information qui place au suicide entre la deuxième et troisième des causes de décès de jeunes entre 15 et 19 années d'âge. Son incidence est triplée dans les pays occidentaux durant les dernières trente années, spécialement entre des jeunes adolescents et adultes, ce qui constituerait un important problème de santé publique.

Le taux d'essai de suicide est plus grand dans des adolescents que dans des adultes, toutefois son effectivité est plus faible : la relation est d'un décès entre 60 à 200 tentatives dans des adolescents contre un décès chaque 13 tentatives dans des adultes. Le taux annuel de suicides pour tous les âges atteint approximativement aux 10 par 100.000 habitants, avec des différences entre les différents pays. Les tentatives de suicide sont plus grandes dans les femmes, tandis

⁴¹ Idem, pag.19

⁴² Orpinas P, Op Cit Le.

⁴³ Larrain Op Cit

⁴⁴ Idem,pag 23

⁴⁵ Idem,pag 23

que les suicides consommés sont plus grands dans les hommes ,que dans les femmes. Ceci est expliqué par des règles de socialisation comme expression de rage et l'utilisation de méthodes plus violentes et irréversibles.

Seulement de 20% à 25% de suicides sont associées à des bouleversements psychiatriques -- des dépressions uni ou bipolaires, de l'abus d'alcool et des drogues. Les facteurs de risque sont l'abus de l'alcool et les drogues, les abus physiques et sexuels dans l'enfance et l'isolement social. Une tentative préalable de se suicider a une grande valeur comme facteur de prévision⁴⁶. De de 30% à 50% personnes suicides , tendent à récidiver. Le risque est plus grand entre les trois et six mois qui suivent a la tentative initiale.

3.1.3 Comme Conclusion

Ce ne sont pas seulement les infractions, qui préoccupent aux pays l'Europe et de l'Amérique latine, mais l'ensemble de conduites violentes à l'intérieur de nos sociétés, depuis ce qui autoinfligés, en passant par ce qu'on vit à l'intérieur des familles, jusqu'à laquelle affectent de petits groupes de personnes ou aux liens de la Communauté. Il est préoccupant l'ensemble de conduites non-citoyens et violentes que sans être des infractions ou qui n'arrivent pas à se constituer, parce qu'elles ne sont pas dénoncés,produisent un grand malaise dans les habitants de nos villes et diminuent la vie urbaine.

Comme il est possible d'apprécier, un ensemble de conduites violentes, durant les dernières années a crû tant en fréquence comme en incorporation de violence, en amassant dans différents groupes sociaux, spécialement d'enfants et de jeunes.

4. L'EUROPE DANS LA MISE EN OEUVRE DE STRATÉGIES POUR AUGMENTER LA SÉCURITÉ DE SA POPULATION

4.1 Réponse européenne, le travail local et interdisciplinaire

⁴⁶ Idem, pag 24

Depuis les années 70, les pays de l'Europe ont développé des réponses diverses pour combattre l'insécurité : création de Conseils Nationaux de la Délinquance en 1971, au Danemark, mise en oeuvre de structures spécialisées équivalentes en Belgique, comme le Secrétariat Permanent à la Politique de Prévention (1992) ou plus tard en Allemagne, le Forum Allemand pour la Prévention du Crime (2001), lancement de programmes nationaux de prévention de la criminalité dans une majorité d'états européens et développement de la coopération au niveau local.

Ces réponses correspondent aussi à une demande sociale chaque fois plus forte face à une situation qui peut être attribuée, en grande partie, à la crise des systèmes de règlement en rapport avec un État- Providence⁴⁷ et de signaux de préoccupation par les pouvoirs publics. À ceci nous devons aussi ajouter l'attitude des responsables politiques locaux, ceux qui sont souvent les premiers à devoir répondre aux demandes de la population et qui ont pris conscience de l'effet des questions de sécurité, les attitudes, normes et conduites de la société, ainsi que spécifiquement, sur ses décisions dans des périodes d'élections. Pour cela les autorités publiques se trouvent dans la recherche de modèles d'action ou simplement de dispositifs concrets qui permettent de diminuer la violence, la délinquance et la crainte.

Bien que les notions et les concepts puissent être différents d'un pays européen à un autre, la lutte contre la criminalité est une priorité tant au niveau local, comme national ou européen, sans distinction.

Malgré le caractère transversal de toutes les politiques existantes, l'intérêt démontré par les politiques nationales et européennes vers le cadre local, constitue un important point des initiatives développées. La pertinence de ce qui est local dans le traitement de la criminalité, apparaît dès le début des années quatre-vingt-dix⁴⁸ et il est étendu pendant cette époque. Par exemple, le Programme National de Prévention de la Criminalité finlandais, indique que la solution minimale, concernant la prévention de la délinquance juvénile pour les mairies, consiste d'une coopération

⁴⁷ Sur les politiques de prévention et de sécurité en Europe (2001) : réflexions introductives sur un tournant, P. Hebberecht, D. Duprez in Revue "Déviance et Société", vol. 25.

⁴⁸ Ceci arrive dans "l'European Urban Charter" (Conseil de l'Europe, 1992) ; dans "l'Histoire Salish 'Report on Petty Crime in Urban Agglomerations and its Links with Organised Crime'" (Parlement Européen, 1993) ; dans la Conférence "Petrozavodsk" (Congrès d'Autorités Régionales et Locales de l'Europe, 1999) ; et finalement, à "Nairobi International Forum on Urban Poverty" (UN, 1999).

locale entre les services sociaux, les services de l'éducation, les services de la jeunesse et la police⁴⁹.

Certains gouvernements ont introduit des programmes orientés à la promotion du développement local, en rapport à la sécurité des citoyens. Entre ceux-ci ils peuvent être cités :

1) L'Angleterre et le Pays de Galles, où le gouvernement laboriste a promu une forte dynamique coopérative dans le cadre de la sécurité avec le Crime and Disorder Act de 1998 qui lie l'attribution de ressources financières gouvernementales à l'existence d'une coopération effective ;

2) La Belgique, où les premiers Contrats entre les communes et le Ministère de l'Intérieur ont été signés en 1992. Il s'agit de Contrats de Prévention et Contrats de Prévention et de Sécurité⁵⁰ ;

3) L'Italie, où on a mis en oeuvre des protocoles de sécurité et Contrats de Sécurité entre les préfetures et les mairies;

4) La France, où en 1997 on a lancé le programme de Contrats locaux de sécurité¹⁷ après beaucoup d'initiatives entreprises depuis le début de la décennie du 80.

Après la reconnaissance du cadre local, toutes les principales initiatives ont en commun l'idée de: augmenter un rapprochement interdisciplinaire, une articulation de politiques de sécurité et un accompagnement, l'établissement d'association entre les acteurs de prévention, ainsi que le développement de rapprochements en favorisant la proximité avec les citoyens. Ces priorités font de la sécurité des individus et de la propriété, un sujet dans le développement actuel de nos sociétés⁵¹.

Un point de repère dans le travail sur le sujet de la sécurité des citoyens européennes est constitué par le Forum Européen pour la Sécurité Urbaine⁵², qui depuis 1987 a focalisé ses activités dans des échanges entre des acteurs européens. Entre elles, le 'Safety and Democracy Manifesto⁵³ 'a constitué un

⁴⁹ Working together for a safe society,(1999) [Trabajando juntos para una Sociedad Segura], Programa Nacional de Prevención del Delito, Ministerio de Justicia, Consejo Nacional para la Prevención del Delito, Finlandia.

⁵⁰ À partir De janvier 2002, cette distinction entre les Contrats de Prévention et les Contrats de Sécurité et de Prévention devait être supprimée.

⁵¹ Le dispositif des Contrats Locaux de Sécurité a été instauré par la circulaire interministérielle de du 28 octobre 1997.

⁵² Association non gouvernemental d'a peu près 300 villes européens.

⁵³ MANIFESTE DE VILLES, SÉCURITÉ ET DÉMOCRATIE ", de Naples 2000 du forum Européen pour la Sécurité Urbaine, adapté et signé, depuis (2001) par le Forum Latinoaméricaine de Sécurité Civile et Démocratique.

important pas dans la reconnaissance de la pertinence, pour les villes, de ce réseau de combattre avec le crime localement, ce qui a porté les villes et les institutions insérées à la formulation de principes d'action conjointe sur la prévention de crime.

Le travail préalable au Safety and Democracy Manifesto, effectué par le Forum Européen pour la Sécurité Urbaine et soutenu par l'Union Européenne, a permis d'étudier mieux les méthodes utilisées au niveau local pour combattre le crime, spécialement avec la création des organisations permanentes de coopération⁵⁴. Celles-ci avaient donné de l'importance à la diversité de contextes locaux et nationaux, ainsi que les outils des États et des villes.

Dans le sens précédemment indiqué, toutes les politiques effectuées dans des villes ont été innovatrices et ont démontré la capacité des habitants d'un territoire pour agir. Toutefois, les différences n'empêchent pas en théorie et pratique, comparer et échanger des expériences locales parce que celles-ci impliquent des individus -- perpétrantes, victimes ou citoyens -- et juridictions souvent semblables. Dans ce contexte, il n'est pas surprenant d'observer qu'une quantité considérable des travaux effectués en Europe relative à la prévention du crime, arrivent à la conclusion de la nécessité de développer des échanges de connaissances techniques et d'expériences. Ce sujet de l'échange est maintenant récurrent, ainsi le démontre le Prix Européen Annuel de la Prévention du Crime, qui récompense des projets locaux.

4.2 Prévention du crime en Europe

4.2.1 La conception de politiques dans l'Union Européenne

La politique européenne de prévention du crime est une construction relativement récente.

Dans le cadre de la prévention du crime, un document précurseur est l'European Urban Charter⁵⁵ Lettre Urbaine Européenne, proclamée en 1992, qui

⁵⁴ Michel Marcus et Catherine Vourc'h, (2001) Outils pour l'action, Forum Européen pour la Sécurité Urbaine, décembre 1996 ; et Jean-Paul Buffat, Les politiques et contractuelles partenariales favorisent-elles une approche intégrée et globale de la lutte contre l'exclusion sociale ?, Forum Européen pour la Sécurité Urbaine, décembre 2001.

⁵⁵ European Urban Charter, Congress of Local and Régional Authorities of Europe ((1992) CLRAE, European Council, 1992. Pour l'Union Européenne, le développement d'un modèle de la prévention du crime est venu plus tard. Tandis que le Stockholm Conference (1996) a examiné la relation entre la prévention de l'infraction et l'exclusion sociale, c'a été le Traité d'Amsterdam celui qui a marqué l'important pas dans le secteur de prévention du crime à l'échelle européenne de l'Union. De fait, dans son article 29, le Traité mentionne la prévention du crime.

réunit une série de principes pour une gérance urbaine appropriée dans ces sujets. Le texte constitue un important effort dans l'élaboration d'un corps de principes relatifs à la prévention du crime. En lui, on proclame la nécessité de porter les politiques nationales de sécurité à le territoire, se basant la pertinence des programmes dans l'espace de la ville⁵⁶.

La charte Urbaine Européenne, dans le sujet nombre 6, de sécurité urbaine et de prévention du crime, expose une série de principes pour une politique cohérente de sécurité des citoyens à l'échelle locale. Entre eux, nous soulignons que la politique :

- 1) Doit se baser dans la prévention, l'application des lois et l'aide mutuelle ;
- 2) Doit se baser des statistiques et de l'information qualitative, comprehensive et mise à jour ;
- 3) Doit impliquer à chaque membre de la Communauté ;
- 4) Doit signifier une collaboration étroite entre la police et la Communauté locale ;
- 5) Doit considérer des programmes contre le trafic de drogues ;
- 6) Doit inclure des programmes de réadaptation pour les auteurs de crimes , ainsi que pour la prévention de retombées et développer des alternatives à l'emprisonnement ;
- 7) Doit incorporer d'aide ou d'appui aux victimes de la violence ;
- 8) Doit être reconnue comme une priorité sociale et compromettre des ressources financières croissantes.

4.2.2 Objectifs et priorités de la prévention du crime pour l'Union Européenne ,

⁵⁶ Selon Gilbert Bonnemaïson, dans le sixième sujet de l'European Urban Charter, Prévention urbaine de la sécurité et du crime, peut être dit que la sécurité n'est pas étrangère à l'analyse délibérément locale et aux principes incarnés dans celle-ci.

La prévention du crime implique :

- 1) Réduire les occasions qui fournissent au crime ;
- 2) Atténuer les facteurs qui simplifient à une personne -- entrer dans des conduites délictueuses, ainsi que retomber en ayant été réhabilité ;
- 3) Éviter la victimisation ;
- 4) Réduction de la sensation de l'insécurité ;
- 5) Promouvoir une culture de la légalité ; et
- 6) Prévention de l'infiltration de structures économiques par les éléments criminels.

Pour parvenir à ces objectifs, l'Union Européenne a pari à assurer une meilleure coordination entre les politiques publiques existantes. Ainsi, il suggère unir les politiques de sécurité des citoyens avec les politiques sociales et urbaines. Comme exemple, il est ainsi que le Parlement, le Conseil des Régions et la Commission Européenne, font sien la tâche d'établir la dimension urbaine des politiques de prévention du crime.

Dans la même sphère de préoccupation, la Commission Européenne a soutenu l'initiative prise par la Présidence française et suédoise, relative à la création d'un réseau européen de la prévention du crime qui est préoccupé, en détail, des matières posées pendant le Conseil de l'Europe à Tampere. Précisément, entre les priorités du travail⁵⁷ de cette organisation nous trouvons ce qui est en rapport avec le **crime urbain** :

⁵⁷ Les priorités de travail, sont en réalité, le fruit de la réflexion des institutions européennes dans son évaluation des politiques de prévention du crime entreprises par les États

membres d'autres priorités sont : La délinquance juvénile : a) facteurs de risque : alcool, drogues, ressources économiques et sociales limitées ; b) impact de programmes en ayant pour but la modification du comportement ; c) pratiques judiciaires et réparatives ; d) partenariat entre la policier et les services sociaux pour prévoir de la délinquance juvénile ; Crime en rapport avec la drogue : a) application de la loi et mesures préventives ; b) prévention grâce à des politiques sociales et de santé ; c) les relations entre le crime organisé et le crime en général ; Partenariat : a) développement de l'interdiscipline ; b) articulation des politiques de sécurité et de l'accompagnement – politiques sociales et éducatives

- a) Les événements qui affectent la vie dans l'espace local ", particulièrement vols, actes criminels contre les automobiles et les personnes ainsi que graffitis et vandalisme ;
- b) La médiation sociale -- résolution de conflits, la réduction du crime grâce à la rénovation urbaine et des plans architecturaux et à conclure des normes de construction des automobiles.

Depuis ici désormais, la pensée européenne qui tend à favoriser un modèle de politique de la prévention du crime est non autonome -- comme un bon nombre d'acteurs nationaux et locaux le proclame, mais constitue une synthèse cohérente d'initiatives et pratiques actuelles.

4.2.3 Exemples de projets locaux européens sur les dispositifs coopératifs ou contractuels de lutte contre l'exclusion sociale et l'insécurité⁵⁸

1- EXPÉRIENCE ESPAGNOLE⁵⁹:

1.1. Le Conseil de la sécurité urbaine de Barcelone

Le Conseil de la sécurité Urbaine de Barcelone a été constitué en juin 1984, en ayant comme base un modèle d'autorités, coordination de politiques et participation communautaire. Depuis cette date le Conseil a développé une grande tâche donc à socialisé et démocratisé le sujet de sécurité des citoyens, en même temps qu'apporté à la diminution des taux d'infractions dans la ville.

L'importante partie de la politique de sécurité des citoyens à Barcelone dans son option pour le développement et la protection de l'espace public, en opposition à un plan basé dans la seule efficacité de la trilogie Police - Justice - Prison.

Quelques exemples du travail du Conseil au niveau des quartiers sont :

⁵⁸ Ces exemples proviennent d'une étude effectuée en 2001 par le Forum Européen pour la Sécurité Urbaine (JP Buffat), avec l'appui de la Commission Européenne (Direction Générale Emploi et Affaires sociales) : "les politiques coopératives et contractuelles Favorisent une analyse intégrée et globale de la lutte contre l'exclusion sociale"

⁵⁹ Paix Des citoyens. Concepts pour la prévention et la retenue de l'infraction. N°15, août 1988.

a) Ciutat Vell : Réadaptation urbaine et sociale.

Il s'agit d'une série d'actions pour réduire des activités qui ont lieu dans la voie publique : fermeture de pensions dégradées, réadaptation à travers des cours de formation destinés à prostitués, contrôle de la délinquance et consommation de drogues dans les rues ;

B) Eixample : Surveillance et sécurité des centres d'enseignement, contrôle des activités illégales dans la voie publique (vendeurs itinérants, nettoyeuses de pare-brises dans les feux de signalisation, etc..). On a additionnellement créé la Commission de Contrôle de Locaux d'Accord Public, y

C) Sants - Montjuic : Mesures de sécurité dans des places et des secteurs verts.

1.2 Pratiques de sécurité urbaine. Manque de conservation les parcs et les jardins publics, Barcelone.

Son objectif était :

a) Réduire les niveaux de décisions et résoudre les problèmes dans son origine ;

b) Les "conservateurs" sont responsables du maintien des parcs au niveau des décisions et de l'exécution, c'est-à-dire qui ils contrôlent tout ce que a relation avec le parc ;

c) Le chef de la zone maintient contact avec les services et la police municipale, pour résoudre des problèmes urgents ;

d) Les "conservateurs" interviennent pour faire accomplir les normes et les règles de l'utilisation du parc, par exemple pour l'utilisation offensive des jeux par des jeunes, y

e) Ils travaillent tous les jours, y compris les week-ends.

Pour pouvoir remplir les objectifs, on a mis en oeuvre la stratégie suivante :

a) L'embauche est faite à travers appel à concours et à l'approbation postérieure d'un examen. Le premier critère d'embauche est une connaissance profonde du département parcs et jardins de Barcelone, savoir les caractéristiques de comment conserver un espace vert, et la capacité de prendre et suivre des décisions.

b) On a effectué des réunions conjointes avec la police et la justice, afin d'identifier les problèmes et les priorités des parcs.

Le résultat de la mise en oeuvre de ce plan a été :

- a) La meilleure utilisation des espaces publics ;
- b) Bon climat de coopération ;
- c) Génération d'emploi, et
- d) A eu un bon impact dans la police et la justice, par ses résultats.

2- **EXPÉRIENCE BELGE⁶⁰:**

2.1 PRÉVENTION DE LA DÉLINQUANCE DANS LES QUARTIERS

Le secrétariat permanent pour la politique de Prévention a mené à bien un projet pour réduire la délinquance dans les quartiers, celle qui consiste dans une analyse intégrale des problèmes qui affectent les quartiers. On s'insère aux différentes parties en conflit et on est préoccupé d'aborder les problèmes existants de manière progressive.

En Belgique on a promu des initiatives locales, dans des matières de logement, travail, intégration sociale, santé et activités culturelles. En ces dernières on insère aux habitants au moment de définir les priorités, ainsi que dans la

⁶⁰ Paz Cuidadana Concepts pour la prévention du délit.n°9 1998

recherche de solutions. Celles-ci signalent les causes pour éviter la délinquance, comme l'existence de jeunes sans occupation, la désintégration sociale par des immigrants non insérés dans la vie de la ville, la mauvaise image du quartier, les installations publiques déficitaires, le manque de services, les maisons détériorées, entre autres.

Les initiatives peuvent être classées dans

- a) Celles qui cherchent à établir des liens entre les différents groupes de la population, d'autorités municipales et de policiers ;
- b) Alternatives pour le temps libre des jeunes et la provision d'un siège avec l'infrastructure nécessaire pour qu'ils puissent se réunir sans tracasser aux voisins ;
- c) Celles qui essaient d'augmenter le contrôle social formel.

2.2 Un exemple d'action orientée à un public destinataire : Le dispositif SAMPA du Contrat de la commune de Molenbeek

Le SAMPA est un projet spécialisé dans l'accueil, l'intégration et l'insertion socio-professionnelle de ceux qui sont "récemment arrivés", que poursuit l'insertion globale dans le cadre de la commune et d'une manière plus générale dans la société belge, de ces publics qui pour la plupart n'ont pas eu contact avec les services classiques d'alphabétisation.

Ce service se intègre avec des travailleurs sociaux, enseignants, des psychologues et un coordinateur et ses missions sont principalement : l'accompagnement social, les informations juridiques, l'appui psychologique,

l'accompagnement dans l'insertion socio-professionnelle et l'apprentissage de la langue française et l'appui scolaire⁶¹.

L'adaptation du dispositif à l'évolution des nécessités des populations récemment arrivées, est permise surtout grâce à la participation du SAMPA dans les Groupes de Planification Sociale (GPS) qui se réunissent chaque mois, à l'initiative de la commune de Molenbeek, à tous les acteurs sociaux d'un même quartier pour qu'ils indiquent les problématiques communes et échangent leurs expériences.

Les avantages clef du dispositif sont certainement la proximité (concurrence territoriale et accessibilité), la polyvalence (considération globale des problématiques relatives aux étrangers), et l'analyse pluridisciplinaire. La lutte contre l'exclusion sociale orientée à une population destinataire est ici clairement globale. Le nombre de personnes

Les avantages clef du dispositif sont certainement la proximité (concurrence territoriale et accessibilité), la polyvalence (considération globale des problématiques relatives aux étrangers), et l'analyse pluridisciplinaire. La lutte contre l'exclusion sociale orientée à une population destinataire est ici clairement globale. Le nombre de personnes traitées durant moins d'une année, environ 600 individus, confirme une fois de plus la pertinence de cette initiative de la commune de Molenbeek qui paradoxalement ne souffre que par son succès puisque près du tiers des utilisateurs ils résident dans d'autres communes, peut-être non tellement bien dotées au niveau de leur politique.

2.3 Un exemple de dispositif contractuel à l'échelle d'un quartier : Elle j'Ai cité du par Coq à Mons

À travers l'article Renaissance Urbaine de son Contrat de Sécurité et de Société, la ville de Mons a décidé d'intervenir dans plusieurs quartiers appelés sensibles entre lesquels on compte celui de de Ai été cité du par Coq. Cette zone est caractérisée par un ensemble diversifié de logements et un taux important de population n'active pas. Un quartier de de 3.000 habitants transformé en ville - dortoir, dont la population a évolué vers une situation d'exclusion sociale et d'isolement : 57% de recettes de substitution, 7.7% d'emplois, 35.5% de de

⁶¹

scolarisés. Avec une situation d'exclusion spatiale ; transports collectifs insuffisants, peu d'habitants qui disposent d'un moyen de transport individuel.

En 1994, on a engagé une équipe de 6 travailleurs sociaux grâce aux subventions du Contrat de Prévention (transformé ensuite en Contrat de Sécurité). Parmi les agents du projet ils sont comptés surtout : l'Administration barrial, le propriétaire des logements sociaux de la Communauté (le SOUS.RE.LUI.BO), la Bibliothèque Municipale, la Garderie, radio- le Contact, le Centre Culturel. On a pris en considération huit de grands axes de travail : le secteur social, familial, scolaire, économique, culturel, l'environnement, la santé physique et la santé mentale. Les groupes d'habitants du quartier ont eu l'importante partie dans la conception et la réalisation du projet. Selon l'équipement organisateur, ce dispositif coopératif adapté à l'échelle de ce quartier il a permis surtout : une présence active in situ des travailleurs chargés ; une structuration des comités barriales ; une diminution de la délinquance ; la baisse du taux de rotation de de ce qui est locatarios et une amélioration du cadre de vie des habitants. Il peut ici être considéré que l'objectif fixé, la lutte contre l'exclusion sociale dans toutes ses manières, a été en partie atteint par ce dispositif intégré.

3 EXPÉRIENCE ITALIENNE :

Modène

En mars 2000, la ville de Modène a signé un contrat sur la sécurité des citoyens, où le Ministère de l'Intérieur le transfère la prérogative de mettre en oeuvre à moitié pour son combat. L'idée est de transférer la responsabilité et la mise en oeuvre au niveau local, pour considérer qu'elle est la ville qui meilleure il connaît ses problèmes et les sait comment leur faire face.

Les objectifs du contrat sont définis par la ville de Modène, pour qu'ils soient d'accord avec les politiques régionales de sécurité.

Les actions principales sont

- a) Contrôle du territoire : À travers un accord entre la policier, au niveau de pays, s'est produite une augmentation dans le numéro de personnel dans la policier

locale qui travaille le service social. En étant l'objectif final du contrat, développer des formes de contrôle traversée de la participation des citoyens dans la résolution d'inquiétudes ;

- b) Consommation de drogues : Une plus grande préoccupation (par la policier municipale et les services sociaux), dans la coordination de politiques combat et réduction de cette flagelle. Mesures qu'ils tranquilisent de l'opinion publique.
- c) L'immigration : Intégration des immigrants. On a adopté des mesures comme la provision de logement, incorporation dans le système scolaire, qualification dans des démarches. Il existe aussi un programme d'éducation dans les actes contre le racisme et la discrimination ;
- d) Appui aux victimes : Services aux victimes, comme est l'information de ses droits, aide matérielle et psychologique, y

e) Prostitution : Il existe un groupe qui travaille avec les victimes de la prostitution ; la réalisation de recherches sur le trafic de femmes pour fins de prostitution ; et maisons d'accueil, où on fournit appui et information.

Une réduction de la problématique de la prostitution s'est produite et consommation de drogues l'opinion publique s'est sensibilisée, en outre, dans le sujet de la sécurité des citoyens, comme tâche de tous.

3.2 Jeunes, école et minorités, Bologna

Il existe un quartier de grande concentration de population, pour la plupart sont immigrants du nord de l'Afrique, où la plupart des enfants (entre les 3 et 16 années), ont abandonné le système scolaire.

On a mis en oeuvre trois actions :

- a) Activités scolaires (cours langue et culture) et activités parascolaires, celles que permettent aux étudiants, améliorer ses connaissances de la culture et de canaliser ses énergies ;

b) Appui scolaire, afin de freiner l'échec scolaire, avec l'aide toute la Communauté éducative, et

c) Encourager et favoriser les échanges culturels entre des groupes ethniques : l'organisation jeux et création d'un lieu de rencontre d'enfants de cultures diverses.

Pour sa mise en oeuvre une coordination se produit entre les départements de la municipalité de Bologna, spécialement celui de famille et de migration. À son tour, ceux-ci sont coordonnés avec le département éducation, santé, centre de documentation du "laboratoire d'Éducation Interculturelle", du quartier de San Donato et ses associations.

Certaines des difficultés qui se sont présentées, sont spécialement celles en rapport avec le lien entre les familles d'immigrants et les institutions scolaires, on a expliqué ceci, étant donné les conditions socio-économiques difficiles dans lesquelles ils vivent ; le manque de participation de certains des professeurs ; difficulté qui signifie donner des réponses suffisantes aux problèmes et aux nécessités toujours changeantes des étudiants, et le manque de diagnostic et évaluation, avant le projet.

Malgré les inconvénients, il y a eu une diminution des étudiants qui ont abandonné l'école. Ils ont pu étendre ce projet d'autres quartiers et à minorités.

3- EXPÉRIENCE PORTUGAISE :

4.1 Lisbonne

Avec la coopération de la policie et de la justice, on prétend ordonner, rationaliser et discipliner aux automobilistes (spécialement, ce qui est qui se réfère parking et trafic). L'idée est de placer un agent qui surveille les zones avec plus d'infractions, afin de régler l'action qui est là produite. Ces agents n'ont pas le pouvoir de sanction, et prennent contact avec la police, si l'occasion le requiert, et son intervention est effectuée derrière d'un verre protecteur, et interviennent seulement pendant le jour.

La mise en oeuvre du recrutement, celui qu'il est fait sous forme d'appel à concours et, entrevue postérieure, c'est la municipalité celle qui décide en dernier

ressort (après consultation à la police). L'agent est engagé à temps plein, et avec condition qu'il n'a pas plus de 23 années (pourrait être redéfini).

Après sa mise en oeuvre une croissance dans la sécurité urbaine s'est produite; une diminution de la présence de personnes en demandant de l'argent dans la rue par les soins des voitures ; on a empêché le vol de voitures, et, on a produit évidemment de nouveaux postes de travail.

4- EXPÉRIENCE FRANÇAISE

5.1 Illustration de la "logique coopérative" : Le Réseau médecin- social de Rennes

Le réseau médecin- social de Rennes nord-est a été institué en mars 1999. Il a commencé dans la constatation qu'un grand nombre de personnes n'avaient pas accès à attention médicale. En principe, sa création a été facilitée par l'existence de plusieurs années d'un centre du quartier qui groupait plusieurs administrations et une association informelle entre des médecins d'attention générale. Ce réseau réunit à beaucoup d'agents institutionnels locaux ou régionaux comme ainsi à des professionnels de la santé et à ses organisations représentatives.

Les travailleurs sociaux et les médecins libéraux du réseau ont été préparés avec l'appui des différents agents, ce qui a permis de créer une culture et une confiance communes entre eux. Après deux années de fonctionnement, 92 personnes ont signé un Contrat d'adhésion. On prévoit trois consultations (qui groupent à un médecin, un travailleur social et à la personne insérée) par chaque abonné.

Outre l'impact dans les publics destinataires, le flexibilité entre le secteur médical et le secteur social, cette action a permis de mobiliser des ressources financières entre des agents du Réseau, ce qui a fait subsister l'action. L'innovation introduite par cette initiative s'inscrit dans le cadre des actions du Comité Consultatif de la Ville de Rennes (dans le cadre du programme "Ville Santé" de l'Organisation Mondiale de la Santé) qui assure la coordination de toutes les actions

prises en oeuvre dans le lieu, orientées aux personnes les plus dépossédées. Du point de vue de l'organisation, l'objectif est aussi d'obtenir que le dispositif coopératif n'est pas trop compliqué pour une population qui a besoin d'un système flexible et avec capacité de réaction, toujours adapté à ses nécessités.

5- EXPÉRIENCE ANGLAISE

6.1 Un exemple d'analyse pluri-sectorielle : La coopération Santé mise en oeuvre en Stoke on Trent

La ville de Stoke on Trent (250.000 habitants) est un territoire qui a souffert particulièrement de la déclinaison de l'activité minière et certains de leurs quartiers accumulent des inconvénients. Un audit de santé, effectuée en 1989 a démontré les mauvaises conditions de santé de secteurs de la ville dans lesquels les populations souffrent de multiples facteurs qui favorisent l'exclusion sociale.

En 1994, on avait formé une coopération restreinte pour combattre contre cette situation mais il était maintenu très centrée dans les symptômes des mauvaises conditions de santé (le cancer par exemple). En 1996, une évaluation a démontré la nécessité de réorienter le dispositif : en retournant le plus stratégique, accru le nombre d'agents, mettant à disposition un coordinateur du dispositif de temps complète, en mobilisant le niveau politique de la Ville et en basant le dispositif dans les causes déterminantes de la santé (et non déjà dans les effets des mauvaises conditions de santé).

En partant de ces conclusions, on a mis en oeuvre une nouvelle coopération en 1997 (dans le cadre méthodologique du réseau de Ville- la Santé de l'Organisation Mondiale de la Santé).

Désormais les actions du dispositif coopératif constitué d'une telle chance sont articulées autour de thématiques comme les suivantes : la santé, les conditions de vie des habitants, le développement économique, l'éducation, la lutte contre la pauvreté, l'environnement, la lutte contre la criminalité objective et subjective, la politique de logement, de transport ; de cette manière chaque action développée dans un de ces 8 axes prioritaires implique à un grand nombre d'agents qui n'intervenaient traditionnellement pas dans tous ces domaines

6.2 Les autorités locales, dans le centre du dispositif coopératif, l'exemple du Community and Safety Partnership de Brent

Le Community and Safety Partnership de la Ville de Brent est basé sur trois principes clef pour s'occuper de la lutte contre l'exclusion sociale et contre les insécurités qui peuvent être résumées dans la logique de "des 3 C" qui souligne le compromis et le rôle des autorités locales

C comme "Councillor" : Le Chef du Conseil de la Ville est un partisan actif et a fait de la lutte contre l'insécurité une des 5 priorités du Conseil. Ceci veut dire que les décisions et les solutions proposées par la coopération peuvent être construites dans le sein lui-même du système politique et que ces décisions peuvent être prises sur base d'assignations financières. Le Conseiller qui s'occupe des questions de sécurité est très actif et conduit le travail avec les autres conseillers et d'autres organisations.

C comme Corporate : Une autorité locale ne sera pas formée pour développer la prévention de la criminalité et la lutte contre l'exclusion sociale à moins qu'elle ne développe une analyse commune. La prévention de la criminalité ne peut être considérée comme un secteur de travail qui devrait être assumé principalement par un spécialiste ou par un ou deux membres d'un équipement. Elle doit être vue comme l'essence de responsabilité des différents départements du Conseil. Par exemple, elle doit être pensée dans la planification, dans l'éducation, dans l'environnement, les sports et les disséminations.

C comme "Coalitions" :

Conformément "au Crime and Disorder Act" (1998), les autorités supralocales s'assurent que les autorités locales prennent l'initiative de développer des coopérations de prévention de la criminalité que réunissent des organismes comme : la police les services d'approbation, les autorités sanitaires et le secteur dirigeant.

6.3 Un exemple d'initiative d'un public destinataire intégré dans un dispositif coopératif : "Scotswood Drug Support Group Families the for of Drug Misusers", Newcastle

En mars 1997 a été constitué à Newcastle (30.000 habitants), l'Angleterre, "le Scotswood Drug Support Group" intégré par des femmes que, toutes, ont au sein de leurs familles ont à quelqu'un qui a été drogue-dépendant.

Chaque membre du groupe soutient et aide les autres. Parfois il y a des personnes qui interviennent et prennent part des réunions hebdomadaires sur des thématiques centrales relatives à la santé (comme la H.IV). Ce groupe a travaillé en relation étroite avec la Coopération Santé de la Ville de Newcastle (qui groupe à des représentants de la ville, des universités, la Police, des représentants du moyen des associations) et les ressources financières de cette coopération a permis au projet "Drug Support" de développer ses activités et d'offrir des services qui étaient inexistantes dans le quartier de Scotswood. Ces fonds permettent aussi de financer le salaire d'un employé, de dévouement exclusif, qui travaille avec les habitants du quartier pour mettre en oeuvre un plan d'action cohérente et développer des activités comme : l'organisation de groupes d'information, une journée d'information sur les drogues, ou une conférence qui comprend des initiatives semblables dans la ville.

4.2.4 COMME CONCLUSION

En Europe sont multiples les actions qui ont été exécutées par rapport à la sécurité des citoyens. Le long de tout le continent, les mesures s'adaptent en accord avec leur réalité respective (immigration, drogues, récupération d'espaces publics, etc..). Mais un des éléments qu'on souligne dans toutes ses initiatives, c'est que le domaine de la sécurité des citoyens s'a socialisé et démocratisé , et la participation, devient un des piliers fondamentaux, dans la concrétion de ces idées. C'est l'incorporation de la police, la justice et la prison, en manière coordonnée avec la Communauté organisée dans la ville, comme façon de faire face au sujet de la sécurité des citoyens.

La récupération sociale des espaces publics et la réadaptation urbaine et sociale conséquente, ont été transformées dans des excellentes mesures pour faire

face au croissant taux d'infractions. D'autres initiatives mis en rapport avec cette problématique sont, par exemple, le logement, le travail, l'intégration sociale, la santé et les activités culturelles. L'intégration, l'accueil et l'insertion sociale de ceux récemment arrivés, devient une problématique en Europe et il faut faire face à travers l'intervention dans les quartiers sensibles. L'adoption de mesures dans le secteur social, familial est la lutte contre l'exclusion sociale, mais non du point de vue punitif, mais, éducatif, économique, culturel, l'environnement, la santé physique et mentale.

5.L'AMÉRIQUE LATINE, APRÈS LA RECHERCHE DES STRATÉGIES POUR AUGMENTER LA SÉCURITÉ DE SA POPULATION

L'Amérique latine constitue une des régions les plus urbanisées du monde, en termes démographiques on calcule que trois de chaque habitants vivent aujourd'hui dans des villes et on espère que cette proportion continue à augmenter dans les prochaines décennies (gestion urbaine pour le développement soutenable des grandes villes latino-américaines). Par conséquent, c'est un fait évident qu'à l'intérieur des villes latino-américaines se concentrent les problèmes sociaux les plus graves de notre population ; qui sont la concentration de la pauvreté dans les villes, inégalités dans la distribution de la recette, le manque d'occasions d'emploi productif et l'accès précaire des services sociaux et de l'infrastructure de base.

Cette réalité sociale est produite à partir de contrastes permanents et d'oppositions entre les citoyens latino-américains, puisque face au phénomène de l'expansion de la consommation on produit des contrastes qui peuvent être transformés dans une menace plus sérieuse, pour la coexistence pacifique dans nos villes. En se formant une grande différence entre les aspirations et les moyens socialement et culturellement, acceptés pour faire réalité ces aspirations.

Dimensionner exactement le problème de la sécurité des citoyens en Amérique Latine s'avère déjà ennuyeux, que "la majorité des pays de la région manque d'une institution nationale qui compile, systématise et consolide ce type de statistiques,

ce qui complique la tâche de dimensionner le problème et construire des séries qui montrent l'évolution de la violence et la sécurité des citoyens" (revue ECLA 70)

5.1 Politiques pour produire une plus grande sécurité des citoyens

5.1.1 Analyses conventionnelles

Beaucoup des efforts dévoilés dans la région pour faire face à la délinquance et à la violence ont abordé le problème dans une perspective conventionnelle basée le modèle policier-justice- prison, qui souligne l'adoption de politiques contrôle et répression de la criminalité et la violence delictual. Les résultats de ce modèle, de halte contenue contenu préventif répressif et faible, n'ont pas été satisfaisants. On n'a pas obtenu diminuer la criminalité, ni la croissante sensation d'insécurité de la population dans les principales villes. Les principales critiques à cette analyse indiquent qu'il n'assume pas la violence comme un phénomène social où confluent plusieurs facteurs et qu'il agit seulement en réprimant à des individus violents sans influencer l'environnement familial et social.

5.1.2 Analyses plus intégrales

Les résultats obtenus déficients ont réexaminé l'analyse conventionnelle sur la violence et la délinquance. Il y a des essais que ce phénomène est de caractère fondamentalement appris, par le biais de l'abus physique ou de l'exposition à à lui pendant l'enfance ou par l'influence des moyens de communication et de valeurs culturelles qui acceptent ou promeuvent la résolution violente de conflit. Or, si la violence est le résultat de réponses apprises, plus que de tendances innées, alors les conduites violentes peuvent être modifiées, ce qui a une grande importance pour l'élaboration de politiques.

A aussi perçu de l'importance l'interprétation de la violence comme phénomène multidimensionnel qui doit être fait face par des stratégies intégrales pour influencer les facteurs individuels, familiaux, sociaux et culturels qui le produisent.

5.1.3 Critères Transversaux

De l'ensemble d'actions en matière de sécurité des citoyens, il y a une reconnaissance croissante de la nécessité de mener à bien des programmes de double orientation, que combinent des mesures contrôle et prévention. Un de ces critères est celui de coordination interinstitutionnelle, que tend à la simultanéité nécessaire des mesures pour réduire les infractions et augmenter sa sanction, qui sont adoptés à différents niveaux : Communauté, gouvernements locaux, organismes privés et gouvernementaux, organismes policiers, judiciaires et pénitentiaires, organismes éducationnels et de travail entre autres.

Un autre critère transversal est celui de la participation des citoyens, qui consiste la création de réseaux, de relations et de l'organisation de la Communauté elle-même (capital social) pour améliorer la prévention et la dénonciation d'infractions et y compris obtenir un certain degré de contrôle sur ces derniers. Il a besoin de favoriser la relation entre la Communauté et les corps policiers. Il est nécessaire de favoriser la relation entre la Communauté et les postes policiers, peut être essentiel pour la perception de sécurité et pour la légitimation du système politique et judiciaire dans le combat de la criminalité.

5.2 Génération de réseaux pour le renforcement de la sécurité des citoyens

Le Forum latino-américain pour la Sécurité Urbaine et la Démocratie (Flasud) : Avec l'appui du Forum Européen pour la Sécurité Urbaine, le Forum latino-américain pour la Sécurité Urbaine et la Démocratie se croit durant l'année 2001, en Ciudad de México. Dans sa naissance, le Forum latino-américain adhère "au Manifeste des Villes" signé par 250 villes européennes, africaines et américaines, réunies à Naples, en décembre le 2000. Dans le Manifeste, il est fait allusion au développement de villes chalereuses, actives, sûres, qui rendent propice à l'harmonie et le développement⁶².

⁶² Pendant septembre de l'année 2002, dans la ville Pachuca, Gentilhomme, le Mexique, le groupe villes et institutions associées le Mexique, la Colombie, le Brésil, l'Argentine et du Chili s'est réuni pour la première fois, autour d'une réunion appelée : "Scène global, gouvernement local et sécurité des citoyens ". Dans les premiers accords adoptés par Flasud il est possible de souligner ceux-là en rapport à la génération connaissance, systématisation et publication d'information, au relèvement et la promotion de bonnes pratiques de la région, ainsi qu'au développement et l'appui de propositions de politiques en matière de sécurité des citoyens, dans les villes membres.

Plan Général Coopération et Coordination Réciproque pour la Sécurité⁶³:

Initiatives dans le cadre de Marché Commun du Sud (MERCOSUR), entre la Bolivie et le Chili. Le Marché Commun du Sud est un grand projet d'intégration politique, qui a été progressivement rendu opérationnel, à partir d'une instrumentation économique, mais qu'il tend toutefois vers l'intégration globale, c'est-à-dire sociale, et culturellement⁶⁴. Entre leurs objectifs comme plan général ont trouve : Établir un cadre d'activité conjointe entre les États Parties et Associés ; tendre, dans le cadre de la sécurité, au développement de procédures et systèmes intégraux du contrôle et prévention pour résister l'action criminal ; compromettre la participation d'organismes compétents dans les suivants domaines d'activité : Delictual, Qualification, Migrateur, Environnemental et de Contrôle Radioactif.

Accord et Déclaration des Ministres de l'Intérieur⁶⁵:

L'accord et la déclaration des Ministres d'Intérieur accorde la nécessité d'institutionnaliser des mécanismes de coopération pour garantir une plus grande sécurité et une qualité de vie aux personnes face aux risques de la criminalité, à la violence et à l'insécurité, dérivée du crime organisé transnational et autres phénomènes émergents. Entre les points les plus principaux il est de reconnaître la nécessité de stimuler la prise de conscience et participation de la société et la Communauté organisée, dans le processus de prévention de l'infraction et la promotion de la sécurité des citoyens et publique.

⁶³ Tudela Patricio (2001) Intégration régionale et sécurité : depuis les stratégies de défense au crime organisé et la sécurité des citoyens. Intervention dans le Panneau II "Hypothèse de Conflit - Sécurité et

Défense" du Séminaire "Nouvelles Scènes des Processus d'Intégration : Défis et Réalités.", organisé par l'Association Chilien Science Politique et Fondation Konrad Adenauer.

⁶⁴ L'instabilité potentielle régionale produite par des phénomènes comme le trafic de drogues, le crime organisé lié au trafic illicite de biens et les personnes, les conflits internes qu'ils sont militarisés et internationalisent, les conflits frontaliers, l'intervention de tiers dans les affaires régionales ou la projection militaire d'un conflit global dans la région, entre autres, sont des matières ou des aspects que les pays de la région incorporent dans leurs réflexions.

⁶⁵ Effectuée en Asunción, juin 8 de du 2001. Dans cette réunion on a considéré qu'un élément significatif dans la région est la transformation du concept de sécurité, depuis la Défense, vers la Sécurité Intérieure de l'État - dans le cadre de l'identification de menaces à la Sécurité Publique, jusqu'à la Sécurité Des citoyens qui astreignante à la personne, ses droits et garanties dans le cadre du Moderne État de Droit.

Accords et instruments de sécurité en Amérique Centrale⁶⁶

En Amérique Centrale, tout comme en Amérique du Sud, la plupart des instruments régionaux dans le cadre de la sécurité et FFAA, sont crus dans les années quatre-vingt-dix, produit des processus de démocratisation du continent. Initialement, la sécurité en Amérique Centrale a été centré des sujets comme le contrôle d'armes, le terme de l'aide aux forces militaires irrégulières -- guérillas -- et les accords pour ne pas permettre l'utilisation des territoires nationaux à des corps armés qui attaquaient à des pays voisins.

Actuellement, il existe une avance dans des matières de sécurité des citoyens et policiers, spécifiquement en termes doctrinaires qui redéfinissent le cadre conceptuel et institutionnel. Dans des matières en rapport aux FFAA et dans des aspects techniques et opérationnels, associés à la sécurité des citoyens, le degré de développement est plus petit.

5.3 EXEMPLES DE PROJETS LOCAUX EN AMÉRIQUE SUR DISPOSITIVES COOPERATIVES O CONTRACTUELLES DE LUTTE CONTRE LA ESCLUSION SOCIALE ET LA INSÉCURITÉ.

1. 1 EXPÉRIENCE COLOMBIENNE⁶⁷:

1.1 Le programme desepaz.

Un effort intégral pour combattre la violence en Calí Le programme de Développement, Sécurité et Paix (DESEPAZ) a été créé par le Maire de Calí au début des années quatre-vingt-dix. Les Conseillers qui l'ont élaboré provenaient de différents partis politiques et idéologiques du pays, il a été approuvé par le Conseil du Gouvernement Municipal et a reçu de la vaste diffusion dans les moyens de communication. Pour qu'il puisse avoir du succès a il eu lieu l'Accord Social par la Coexistence du Programme, entre des fonctionnaires de l'armée et les jeunes dirigeants de bandes. Dans cet Accord les autorités se sont engagées à fournir des

⁶⁶ Les teneurs en cette section sont obtenues de Chinchilla Laura (2002) Stabilité sociale et sécurité des citoyens en Amérique Centrale, dans : Carrión Fernando, edit. Sécurité des citoyens Mirage et réalité ?, FLACSO Équateur - OPS/OMS, Quito.

⁶⁷ Rodrigo Guerrier. "Le programme DESEPAZ. Un effort intégral pour combattre la violence en Calí, la Colombie ". Dans : Institut de Criminologie de la Policier de Recherches du Chili. Cahiers de criminologie N°8, Santiago, 1998. Pág. 71.

prêts et de la qualification technique pour les jeunes, ainsi que des occasions de travail et assistance légale ; et les adolescents, à abandonner la lutte armée, cesser ses activités illégales et faire du dialogue ont été une stratégie clef pour résoudre les conflits.

Faire face aux problèmes de la sécurité des citoyens depuis 3 fronts:

- a) Application de la loi ;
- b) Éducation pour la paix, et
- c) Construction d'institutions communautaires qui favorisent la coexistence.

Les principes conseillers ont établi :

- a) La multicausalité du phénomène ;
- b) La nécessité de la recherche permanente ;
- c) L'importance des politiques de prévention sur le travail dans les effets ;
- d) L'importance de la participation des citoyens ;
- e) Le développement d'un climat de tolérance, y
- f) La promotion de l'équité sociale.

Les secteurs stratégiques considérés sont :

- a) Recherche et étude systématique de la violence, l'épidémiologie de la violence ;
- b) Renforcement institutionnel de l'ordre des citoyens, les Conseils Municipaux de la sécurité, l'amélioration de la policier, et le système judiciaire ;

- c) Éducation des citoyens et communication pour la paix, et
- d) Équité et développement social.

On a effectué des actions d'enseignement des citoyens, sous le nom d'"Enfants Amicaux de La Paz". Par exemple on a proposé que les enfants laissent leurs armes de jouet, devant la commune, et par conséquence faire une reconnaissance publique et après on permettait l'accès à divers spectacles publics.

Finalement, on a aussi effectué des campagnes, pour instruire aux gens sur la tolérance et la coexistence des citoyens.

DESEPAZ a aussi soutenu stratégiquement la restriction imposée par les communes à la vente d'alcool après certaines heures de la nuit (par exemple, celle appelée "heure carotte" en Santa Fé de Bogotá)⁶⁸.

1.2 Sécurité intégrale, Santa Fé de Bogotá.

Éducation et participation des citoyens, qualification des citoyens en matière de résolution pacifique de conflits, qualification à des policiers, travail social avec des bandes ; formation des citoyens dans le transit ; campagnes contre la violence intra-familiale ; contrôle de la consommation d'alcool, interdiction du port d'armes, fronts Locaux de Sécurité. Le contrôle policier et les fortes sanctions économiques, de retenue et de saisie de biens. En ayant toutes les politiques préventifs, dissuasifs et répressifs.

Une des mesures effectuées par la Mairie , sont celles appelées "Journées de Vaccination contre la Violence", où on encadre les appelés politiques sains, pour faire face au sujet de l'insécurité des citoyens. Celles qui constituent des campagnes en visant à diffuser des modèles de conduite plus constructifs dans les relations homme-femme et père- fils, et les formes pacifiques de résolution de conflits à l'intérieur des maisons.

⁶⁸ Il est important de rappeler que des mesures de ce type doivent obéir à des situations particulières de chaque pays, sans qu'elles supposent une limitation à l'exercice des libertés des citoyens.

1.3 CAMPAGNES DE BIEN-ÊTRE URBAIN, MEDELLÍN

Campagnes de désarmement et campagnes pour augmenter l'utilisation d'alarmes communautaires ; campagnes pour prévoir la consommation de substances interdites ; programme pour la génération d'espaces de coexistence ; système communal de surveillance avec appui satelital. Ils sont effectués continuellement des opérations, pour le contrôle d'armes et du fonctionnement d'établissements publics dans des emplacements d'un plus grand conflit.

La Mairie a mis aussi en pratique, des programmes pour aider à des enfants et à des jeunes de Communautés pauvres en conflit, à travers l'éducation, la récréation et la resocialización des jeunes, la participation communautaire et l'influence des moyens de communication, dans la prévention de la violence et l'amélioration des relations police- Communauté. Mesures qui ont aidé à réduire la violence urbaine.

2 EXPÉRIENCE ARGENTINE⁶⁹:

2.1 Plan alerte de Buenos Aires

Il s'agit de la réponse d'un secteur de la ville (le quartier Saavedra), pour la prévention de la délinquance. Les voisins observent des signes qui suggèrent des activités délictueuses, devant lesquels ils procèdent avec une alerte des voisins du secteur et ensuite à la police.

Le Plan Vigilante de prévention de la Communauté :

- a) Diffuse des Conseils utiles à la Communauté ;
- b) Définit a ne pas intervenir physiquement, ni utiliser des armes ;
- c) Livre aux voisins, le rôle d'observation, demande vigilante et opportune de la police ;

⁶⁹ Paix Des citoyens. Concepts pour la prévention et la retenue de l'infraction. N°23, avril 1999.

- e) Laisse aux voisins, la responsabilité de prendre part activement dans la solution de problèmes d'infrastructure urbaine qui compliquent le développement de l plan, c'est-à-dire illumination, élagage d'arbres touffus, retraite de véhicules abandonnés, y
- f) Fortifie la réclame associée et participative des voisins, au bénéfice de la Communauté.

Le Plan Vigilante fonctionne de manière coordonnée avec la police locale, celle qui s'est engagée à agir avec honnêteté, rapidité et responsabilité ; a développer des tactiques et des conduites préventives ; et a procéder avec efficacité dans la persécution et la mise à la disposition des délinquants à la justice.

2.2 Programme de prévention l'infraction et de la violence, Buenos Aires

Programme de Prévention l'Infraction et de la Violence qui considère la formation de Conseils de quartiers préventives (9 jusqu'à présent), et la réalisation de rencontres éducatives sur la prévention et l'amélioration de la relation entre la police et la Communauté. Les Conseils de quartiers préventives, sont ceux qui diagnostiquent et contrôlent les nécessités de sécurité de leurs voisinages. Ce programme est composé de mesures multidisciplinaires et comprend des aspects éducationnels, santé, de marginalité, policiers, justice, urbanisme, loisir.

2 EXPÉRIENCE ARGENTINE :

2.1 Plan alerte de Buenos Aires

Il s'agit de la réponse d'un secteur de la ville (le quartier Saavedra), pour la prévention de la délinquance. Les voisins observent des signes qui suggèrent des activités délictueuses, devant lesquels ils procèdent avec une alerte des voisins du secteur et ensuite à la police.

Le Plan Vigilante de prévention de la Communauté :

- a) Diffuse des Conseils utiles à la Communauté ;
- b) Définit ne pas intervenir physiquement, ni utiliser des armes ;
- c) Livrer aux voisins le rôle observation, demande vigilante et opportune de la police;
- d) Laisser aux voisins la responsabilité de prendre part activement de la solution de problèmes d'infrastructure urbaine qui compliquent le développement de l plan, c'est-à-dire illumination, élagage d'arbres touffus, retraite de véhicules abandonnés, y
- e) Fortifier la réclame associée et participante des voisins, au bénéfice de la Communauté.

Le Plan Vigilante fonctionne de manière coordonnée avec la policier locale, celle qui s'est engagée à agir avec honnêteté, rapidité et responsabilité ; développer des tactiques et des conduites préventives ; et procéder avec efficacité dans la persécution et la mise à la disposition des délinquants à la justice.

2.2 Programme de prévention l'infraction et de la violence, Buenos Aires

Programme de Prévention l'Infraction et de la Violence qui considère la formation de Conseilsde quaetiers dans la prévention (9 jusqu'à présent), et la réalisation de rencontres éducatives sur la prévention et l'amélioration de la relation entre la policier et la Communauté. Les Conseils de quartiers dans de la prévention, sont ceux qui diagnostiquent et contrôlent les nécessités de sécurité de leurs voisinages. Ce programme est composé de mesures multidisciplinaires et comprend des aspects éducationnels, santé, de marginalité, policier, justice, urbanisme, lois

3. EXPÉRIENCE PÉRUVIENNE :

Programme de récupération de mineurs en abandon,Lima

Programme de Récupération de Mineurs en Abandon (Jardineritos) ; service de serenazgo ; coordination avec des autorités policières et du Ministère Public. Entre les mesures il est la prise d'échantillons de sang à meretrices et homosexuelles pour écarter des maladies vénériennes ; et la conduite de mineurs au Complexe Municipal d'Assistance Infantile-COMAIN. On effectue des recherches avec appui de la police nationale, le Ministère Public et les autorités politiques et de santé.

4. EXPÉRIENCE MEXICAINE :

Programme de sécurité des citoyens, Secteur Fédéral

Programme de Sécurité des citoyens, qui augmente avec la présence de la police, dans des zones spécifiques de la ville, avec appui de comités de citoyens qui surveillent les actions de la police. Outre des programmes spécifiques pour combattre des assauts à des transporteurs, banques, vols de véhicules, on a créé des centres de justice qui coordonnent, depuis la surveillance policière jusqu'à la réclusion ; programmes d'efficacité et propreté ; substitution de personnel.

5. EXPÉRIENCE BRÉSILIENNE, RIO DE JANEIRO, BRÉSIL

5.1 Programme favela-quartier, Rio de Janeiro

Augmentation l'efficacité et la portée de l'action de la Garde Municipale ; Programme Favela-Quartier, qui propose de urbaniser les favelas comme une manière de les intégrer à la ville. Contrôle urbain : interdiction de vente de marchandises illégales.

5.2 Programme éducation et résistance aux drogues dans les escuelas-PROERD, Sao Paulo

Surveillance policière dans les écoles ; Programme de Policier Communautaire ; Programme Éducation et Résistance aux Drogues dans les Escuelas-PROERD ; création de Conseils communautaires de seguridad-CONSEGS. (820 jusqu'à présent). Se produit une augmentation d'effectifs de la Garde Civile Métropolitaine

pour la surveillance d'écoles ; augmentation des activités de la "Corregedoria" de la police pour inhiber la corruption policière ; implantation de Loi de Contrôle d'Armes , implantation de l'Auditorie Judiciaire "Ouvidoria" de police. Aussi la retraite de vendeurs itinérants dans les secteurs centraux de la ville (a diminué 60% la criminalité dans la zone centrale).

6. EXPÉRIENCE BOLIVIENNE

6.1 Santa Cruz

Défense des secteurs verts et d'utilisation publique (parcs, terrains) ; abonnement d'une convention interinstitutionnelle avec la Préfecture Départementale. On établit une politique d'éclairage public (écoles) ; en opérant en manière coordonnée avec les assemblées vécinales, centres de mères, organisations juvéniles et civiques. On essaye aussi d'améliorer la qualité de l'éducation et la santé, ainsi que son accès.

6.2 Concientisation de la Communauté sur le risque de contracter des maladies infectocontagieuses, la La Paz

Concientisation de la Communauté sur le risque de contracter des maladies infectocontagieuses ; organisation de cours de qualification ; réglementation au moyen de décrets municipaux pour éviter et contrôler les effets négatifs de la vente de produits non recommandés. On coordonne la suppression et confiscation par Douane Nationale, Préfectures et Mayorats, des espèces introduites illégalement et qui affectent la santé. Et on a établi une carte sanitaire qui oblige à enregistrer les commerces de vente de médicaments et vêtements utilisés.

5.6 COMME CONCLUSION

La participation de la Communauté dans la solution de ses problématiques est fondamentale, c'est pourquoi le meilleur diagnostic et la fixation de mesures tendantes à sa solution, est où se trouve la plus grande concentration de population,

la ville. Ces mesures doivent être teintées de tolérance, d'équité, d'éducation, application de la loi, en définitive "politiques saines pour faire face à la sécurité des citoyens. Sont multiples les domaines dans lesquels la Communauté peut intervenir comme nous avons vu à travers les exemples présentés : éducation, santé, marginalité, police, justice, urbanisme, loisir. Ces mesures peuvent être préventives, dissuasives ou répressives, comme d'où ils viennent, ou vers laquelle ils soient dirigées, l'important c'est d'arriver à établir et faire un suivi des politiques établies.

Il est important d'améliorer la relation entre la Communauté et la police, qui soient connues, qui reconnaissent la complémentarité de ses actions. L'appui de ces êtres est nécessaire, on ne conçoit pas de stratégies indépendantes, exclusives des acteurs principaux dans ce problème complexe.

L'assistance légale des victimes et de ce qui est coupable, est fondamentale, les victimes continuent à revivre sans cesse l'infraction dont elles ont fait l'objet, et ce qui est coupable, ne possédant pas l'aide nécessaire, ne peuvent pas sortir du cercle de la délinquance, par le manque de d'occasions ou de difficultés qui signifient de vivre de cette manière. Il est ainsi que les flagelles de la jeunesse dans les villes sont les bandes, la désorganisation et le désordre qui produit ce qui peut être expliqué par le manque d'espaces pour que la jeunesse développe ses activités. Il est en définitive, d'apprendre à résoudre des conflits de manière pacifique.

6- LIGNES STRATÉGIQUES DE DÉBAT

1)"Sécurité Des citoyens, Politiques Publiques et Configuration Urbaine". Sujets en rapport au territoire urbain ;

2)"Sécurité Des citoyens dans le Cadre Privé". Sujets associés aux agents de socialisation et institutions ;

3) "Instruments et domaines d'activité en Sécurité des citoyens". Sujets relatifs aux instruments de gestion et de domaines d'activité des gouvernements locaux dans le domaine de la sécurité des citoyens ;

4) "Sécurité Des citoyens et Société Civile". Sujets liés aux acteurs de la Communauté.

ATELIER N° 1 : Sécurité Des citoyens, Politiques Publiques et configuration urbaine

Cet atelier a été organisée autour de thématiques propres de la gestion urbaine et son lien avec la sécurité des citoyens. C'est-à-dire, la sécurité des citoyens dans, par exemple : la planification urbaine ; les espaces publics ; les urbanisations, les institutions publiques (écoles, hôpitaux, etc.), les secteurs pauvres de la ville et les quartiers vulnérables.

ATELIER N° 2 : Sécurité Des citoyens dans le cadre privé

Dans cet atelier on prétend examiner des propositions de projets communs qui abordent différentes problématiques de la sécurité des citoyens dans le cadre privé (dans la famille, dans la socialisation secondaire, dans les moyens de communication, dans les relations de travail, dans la dissémination et dans la résolution de conflits) mais depuis l'optique des politiques des gouvernements locaux pour les prévoir ou leur faire face.

ATELIER N° 3 : Des instruments et des domaines d'activité en Sécurité des citoyens

Cet atelier est orientés à la génération de propositions de projets relatifs aux instruments de gestion et de domaines d'activité des gouvernements locaux dans le domaine de la sécurité des citoyens : Prévention, Réadaptation, Insertion Sociale, Complémentarité interinstitutionnelle et interjurisdictional, entre autres.

ATELIER N° 4 ; Sécurité Des citoyens et Société Civile

Cet atelier est destinée à travailler des matières liées à la participation de la société civile dans les politiques de sécurité des citoyens des villes : Participation Des citoyens des programmes de sécurité, responsabilité des citoyens dans le domaine de la sécurité, programmes et projets publics - privés, la société civile

comme contrôleuse des politiques publiques de sécurité, le police et la Communauté, courants sociaux, etc..

6.1 ATELIER N° 1 : "SÉCURITÉ DES CITOYENS, POLITIQUES PUBLIQUES Et CONFIGURATION URBAINE"

Le premier groupe d'intérêt centre son attention sur huit matières en rapport avec la sécurité des citoyens dans la ville.

A Croissance urbaine

- a) Démographique -- enfants, jeunes, femmes, pauvres.
- b) Extension tache urbaine -- croissance dans la périphérie.
- c)Densification -- croissance à l'intérieur de la ville.

B Ségrégation urbaine

- a) Physique -- accidents géographiques.
- b) Sociale et économique -- recettes, ethnies, dotation de biens et services, etc...
- c) Fonctionnel – localisation d' activités économiques, industrielles, financières, etc...

C Architecture et conception urbaine

- a) Conception de constructions -- logement social, logements, banques, bureaux, etc...
- b) Conception d'espaces collectifs -- Communautés.

c) Artefacts urbains -- luminaires, banques, jeux infantiles, etc...

D Espaces Publics

a) Emplacements vides, non cultivés, micro basurales

b) Lieux de pas -- promenades piétonnières.

c) Lieux pour le loisir, la récréation et la contemplation -- places, parcs, etc...

d) Espaces culturels

E Quartiers vulnérables

a) Quartiers violents

b) Quartiers liés au trafic de drogues

c) Quartiers avec concentration de problèmes sociaux -- pauvreté, pension, basse éducation, etc...

F Catastrophes

a) Naturels -- ouragans, séismes, alluvions, sorties de rivières ou mer, etc..

b) Zones dangereuses par des activités productives -- minière, militer, nucléaire, etc..

G Types de villes selon activité

- a) Villes commerciales;
- b) Villes financières,
- c) Villes touristiques ;
- d) Villes industrielles
- e) Villes résidentielles ;

H Types de villes selon taille

- a) Secteurs Métropolitains ;
- b) Villes intermédiaires ;
- c) Petites villes

6.2 ATELIER N° 2 SÉCURITÉ DES CITOYENS DANS LE CADRE PRIVÉ

- À. Famille -- violence à l'intérieur les familles, de valeurs et de normes violente
- B. École -- violence à l'intérieur des écoles.
- C. Églises —rol socialisant des églises.
- D Travail —espace de socialisation et insertion social.

Trio traditionnel. Efficacité du system:

E. Police —prévention, contrôle, denonces et investigation.

F. Justice —accès à la justice, sanctions.

G. Prision —rehabilitation, reincidence.

Autres

H. Santé -recherche de résultats de la violence, promotion y prevention.

I . Coproduction de seguridad, partnership" (travail cooperatif) —intersectorial, integral, avec un compromis social.

6.3 ATELIER N°3 : INSTRUMENTS Et DOMAINES d'ACTIVITÉ EN SÉCURITÉ DES CITOYENS

À. Observatoire

- a) Dénonciations
- b) Enquêtes de Victimización
- c) Études qualitatives
- d) Promotion de conduites prosociales
- e) Prévention
- f) Contrôle
- g) Réadaptation des coupables.
- h) Attention aux victimes de la violence

6.4 ATELIER N° 4 : SÉCURITÉ DES CITOYENS Et SOCIÉTÉ CIVILE

A. Participation des citoyens

- a) Unions, syndicats ;

- b) Organisations sociales selon taux -- fonctionnels ou territoriaux, traditionnels ou émergents.
- c) Organisations selon des groupes sociaux -- femmes, enfants, jeunes, personnes âgées.

B Problèmes de la Communauté

Abandons, négligence et violences envers

- a) des Jeunes Enfants
- b) bandes, barres courageuses.
- c) Femmes
- d) Vieux

7. BIBLIOGRAPHIE CONSULTÉE.

- Sécurité des citoyens, démocratie et participation. Ministère de l'Intérieur, Direction de Sécurité Publique et Informations.
- Contrôle démocratique dans le maintien de la sécurité intérieure. Éditeur, Hugo Frühling. Centre d'Étude du Développement, 1998. Santiago du Chili.
- Ruptures dans le Gouvernement démocratique. Raúl Urzúa et Felipe Agüero (éditeurs). Centre d'Analyse de politiques publiques. Université du Chili. Novembre 1998.
- Sécurité des citoyens : Acteurs et discussion. Mireya Dávila Avendaño. Nouvelle série FLACSO. Chili, 2000.
- Vivent incertains les Chiliens ?. Cahiers du second centenaire. N°10. Centre d'études du développement (CED).

· Forum Européen pour la Sécurité Urbaine (JP Buffat), avec l'appui de la Commission Européenne (Direction Générale Emploi et Affaires sociales) : "Les politiques coopératives et contractuelles Favorisent une analyse intégrée et globale de la lutte contre l'exclusion sociale ?"

-

· "Manifeste de Villes : Sécurité et Démocratie" de Naples 2000, du Forum Européen par la Sécurité Urbaine, adapté et signé, donc (2001) par le Forum latino-américain Sécurité Des citoyens et Démocratie.

· Moser, Caroline (1996) Pauvreté Urbaine, politiques sociales et genre dans un contexte de crise économique. Règlements Humains, pauvreté et genre. Santiago du Chili.

· ECLA (Commission Économique pour l'Amérique latine et les Caraïbes) (2000a), Équité, développement et citoyenneté, Santiago du Chili.

_____ (1999a), Bilan préliminaire des économies de l'Amérique latine et les Caraïbes 1999, Santiago du Chili. Publication des Nations Unies _____ (1993), Rapport final de la Conférence Régionale latino-américaine et des Caraïbes sur la Population et le Développement, Santiago du Chili, juillet.

· EUROSTAT (Bureau de Statistique des Communautés européennes) (1995), "European Community Household Panel Survey", seconde ronde (<http://www-rcade.dur.ac.uk/echp/>).

· PNUD (Programme des Nations Unies pour le Développement) (2000), Dépasser la pauvreté humaine. Rapport de PNUD sur la pauvreté, 2000, New York. Publication des Nations Unies.

· Alcaldía Mayor de Santa Fé de Bogotá (1997) : Sécurité et violence en Santa Fé de Bogotá, Bogotá, Colombie.

· Aronson, E. (1995) : L'animal social. Introduction à la psychologie sociale, à Madrid, Alliance Université.

· Arriagada, I. et L. Godoy (1999) : Sécurité des citoyens et violence en Amérique latine : Diagnostic et politique durant les années quatre-vingt-dix, Série de politiques sociales, N° 32, Santiago du Chili, ECLA.

· Ayres, R. L (1998) : Crime and Violence as Development Issues in Latin America and the Caribbean, Washington, D.C, Banque Mondiale, janvier.

· Castañeda, J. (1998) : Violence et l'Amérique latine, l'Époque, Santiago du Chili, 24 mai.

· Chesnais, J. (1992) : Histoire de la violence : L'homicide et le suicide à travers l'histoire, la Revue internationale de sciences sociales, N° 132, Organisation des Nations Unies pour l'Éducation, la Science et la Culture (l'UNESCO).

· Colombie, Centre de Référence Nationale sur la Violence (1996) : Lésions de cause externe en Colombie, Santa Fé de Bogotá.

· de Cerqueira, M. L Wendel (1995) : L'urbanisation de favelas dans la ville de Rio de Janeiro. Un mécanisme de politique sociale pour dépasser la violence urbaine et l'insécurité des citoyens, en Programme des Nations Unies pour le Développement/Plan National Réadaptation, Violence urbaine et insécurité des citoyens, Santa Fé de Bogotá

· Gaviria, À. et C. Pagés (1999) : Patterns of Crime Victimization in Latin America, Banque Interaméricaine de Développement, Washington D.C

· McAlister, A. (1998) : La violence juvénile dans les Amériques : études innovatrices recherche, diagnostic et prévention, Washington, D.C, Organisation Panaméricaine de Santé (OPS).

· Blanc, Rafaël ; Hugo Frühling. (1995) "Propositions de politiques publiques dans des matières de sécurité des citoyens". Dans "Sécurité des citoyens et politiques publiques". Rafaël blanc ; Hugo Frühling et Eugenio Guzmán (Santiago, Université Andrés Bello, CED et Institut Liberté et Développement).

· La prévention de la violence comme objet de recherche et de programmes d'action. De réunion d'experts qui a eu lieu le 15 septembre 1998 qui a été produit de l'initiative du Secrétariat Science et Technologie du Ministère la Culture et de l'Éducation et du Secrétariat Politique Criminelle, Pénitentiaire et Réadaptation Sociale du Ministère de la Justice de la nation. Buenos Aires.

· Agenda social : Les drogues en Amérique latine. Chapitre VI. Panorama social de l'Amérique latine, 1999 - 2000. Commission Économique pour l'Amérique latine et les Caraïbes.

· Agenda social : Sécurité des citoyens et violence. Chapitre VI. Panorama social de l'Amérique latine, 1999 - 2000. Commission Économique pour l'Amérique latine et les Caraïbes

.

· Prévoir ou réprimer : Faux dilemme de la sécurité des citoyens. Irma Arriagada et Lorraine Godoy. Revue de la ECLA N°70. Avril 2000. Pages 107 - 131.

· La Paz : Ensemble vécinaux et comité de surveillance. La Paz, Cochabamba et Santa Cruz. Son rôle dans la planification urbaine. José Blanes. CEBEM. 13 février 1998.

· La prévention de l'infraction, d'expériences avec des modèles d'action policière en France, le Canada et les Etats-Unis. Thomas John Connelly. Série études, bibliothèque du Congrès National.

· De la sécurité nationale à la sécurité des citoyens. L'évolution du débat sur l'ordre public. Droits et démocratie. Centre international des droits humains et du développement démocratique. Rachel Neild.

· Gouvernement, crise et changement, Manuel Alcántara Sáez. Publié par le Fonds de Culture Économique du Mexique et le Centre d'Études Constitutionnelles de Madrid.

· Le Gouvernement. Citoyenneté et démocratie dans le carrefour mondial. Xavier Arbós et Giner Salvateur. Siècle éditorial vingt et un éditeurs. Le Mexique - l'Espagne.

· Gouvernement et mouvements sociaux, une relation difficile. Marisa Revilla. Traduction du rapport "Governability and sociale movements, dans odd relationship", présentée au XVIII Congrès international de de LASSE, tenu à Atlanta (USA) entre 10 et 12 mars 1994. Revue latino-américaine de sciences sociales.

· Gouvernement : Un rapport de l'Amérique Latine. Diego Achard - Manuel Flores. Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD). Fonds de culture économique. Le Mexique.

· Délinquance commune dans le Chili. Doris Cooper. Université du Chili. Faculté de sciences Sociales. Excerpta N°8.

· La violence delictual en Amérique Latine et les Caraïbes. Diagnostic, propositions et recommandations. Hugo Frühling E. Programme de Nations Unies pour le développement. Projet INT/90/536.

· Oviedo et Rodriguez (2001), Gestion urbaine et gouvernement de secteurs métropolitains. Série Environnement et développement. Division Environnement et Règlements Humains, Santiago du Chili.

----- Oviedo E (2000). Policiers de proximité pour les villes Chiliens. Sujets Sociaux N°35, Edic. SUD. Sud Corporation Études Sociales et Éducation, Santiago du Chili.

· Basauri, Oviedo et d'autres (1999). Ensembles habitacionales, logement social et sécurité des citoyens. II informe Fin d'Étude. Ministère le Logement et de l'Urbanisme. SUD, Corporation d'Études Sociales et Éducation. Santiago.

· Greene M. (1999). Vulnérabilité à l'infraction dans l'espace résidentiel : une analyse configurational. En Ministère le Logement et de l'Urbanisme (1999).

· Sabatini F. (1999) "La ségrégation spatiale et ses effets sur les pauvres et la sécurité des citoyens". Dans : Ministère le Logement et de l'Urbanisme. Espace urbain, logement et sécurité des citoyens. Santiago du Chili.

· Lipovetsky G. (1986). L'ère du vide. Essais sur l'individualisme contemporain. Anagramme, Collection Arguments, Barcelone, l'Espagne.

· Jean - Paul Fitoussi, Pierre Rosanvallon (1997), La nouvelle ère des inégalités, la Source, Buenos Aires, l'Argentine.

· Organisation Panaméricaine de la Santé (1999). Revue Panaméricaine de la Santé. Numéro spécial sur la violence, vol.5, nro. 4/5, Washington.

· Organisation Panaméricaine de la Santé, Bureau Régional pour les Amériques de l'Organisation Mondiale de la Santé (2002). Rapport mondial sur la violence et la santé : résumé. Washington, D.C, p. 15 et 16.

· Robert Briceño Leon (1999). Proposition de formation du Groupe de Travail de CLACSO Violence et Société. Programme d'Activités pour 1999.

· Larraín Soledad (2002). Violence dans la famille et la transmission de règles de comportement social. Dans : Carrión Fernando Edit. Sécurité Des citoyens Mirage ou réalité ?. Flacso Équateur - OMS/ops, Quito.

· Orpinas Pamela (1999) Qui est violent ? Facteurs associés avec des comportements agressifs dans des villes choisies l'Amérique latine et de l'Espagne. Dans : Recherches en Santé Publique, Documents Techniques 3, OPS, Washington D.C

· Ernst Miriam (2002). Être femme, un facteur de risque. Dans : Carrión Fernando Edit. Sécurité Des citoyens Mirage ou réalité ?. Flacso Équateur - OMS/ops, Quito.

· (2001) : Réflexions introductives sur un tournant, P. Hebberecht, D. Duprez in Revue "Déviance et Société", vol. 25.

· Working together for a safe society, (1999) Travaillant ensemble pour une Société Sûre], Programme National de Prévention de l'Infraction, Ministère de la Justice, Conseil National pour la Prévention de l'Infraction, la Finlande.

· Manifesto of the 'Safety and Democracy 'cities, (2000) Forum Européen pour la Sécurité Urbaine, Naples, décembre, · Michel Marcus et Catherine Vourc'h, (2001)

Outils pour l'action, Forum Européen pour la Sécurité Urbaine, décembre 1996 ; et Jean-Paul Buffat, Les politiques et contractuelles partenariales favorisent-elles une approche intégrée et globale de la lutte contre l'exclusion social?, Forum Européen pour la Sécurité Urbaine, décembre 2001.

· Paz Cuidadana. Concepts pour la prévention et la retenue de l'infraction. N°15, août 1988.

· Paz Cuidadana. Concepts pour la prévention et la retenue de l'infraction. N°9, février 1998.

· Paz Cuidadana. Concepts pour la prévention et la retenue de l'infraction. N°23, avril 1999.

· Tudela Patricio (2001) Intégration régionale et sécurité : depuis les stratégies de défense au crime organisé et la sécurité des citoyens. Intervention dans le Panneau II "Hypothèse de Conflit - Sécurité et Défense" du Séminaire "Nouvelles Scènes des Processus d'Intégration : Défis et Réalités.", organisé par l'Association Chilienne de Science Politique et Fondation Konrad Adenauer.

· Chinchilla Laura (2002) Stabilité sociale et sécurité des citoyens en Amérique Centrale, dans : Carrión Fernando, edit. Sécurité des citoyens mirage et réalité ?, FLACSO Équateur - OPS/OMS, Quito.

· Rodrigo Guerrier. "Le programme DESEPAZ. Un effort intégral pour combattre la violence en Calí, Colombie". Dans : Institut de Criminologie de la Police de Recherches du Chili. Cahiers de criminologie N°8, Santiago, 1998. Pág. 71.

